Observations
sur la Declaration
de l'Empereur de Russie
du 7 Novembre 1807

Observations sur la déclaration de S. M. l'Empereur de Russie du 7 Novembre 1807

Ecrites au Mois
de Décembre 1807.

Contenta.

Introduction . . . . p. I = XII

Observ. I. Sur la part, qu'a eue l'intérêt de l'Angleterre aux dernières guerres continentales . p. 1 = 7

Observ. II Sur la prétendue inaction de l'Angleterre pendant les guerres du Continent . . . . . . p. 8 = 27

Observ. III Sur l'expédition de Buonas-Ayres . . . . . . p. 27 = 38

Observ. IV. Sur l'expédition d'Egypte . . . . p 36 = 43

Observ. V. Sur les prétendues vexations exercées par l'Angleterre contre le commerce Russe . p 43 = 47

Observ. VI Parallèle générale entre la conduite du Gouvernement Anglois envers la Russie et celle de la Russie envers l'Angleterre . . . . p 47 = 75

Observ. VII Des motifs, qui ont déterminé le Gouvernement Anglois à l'expédition de Copenhague . . . . . . p 75 = 91

Observ. VIII Du principe de l'expédition de Copenhague, de l'effet qu'elle a produit sur l'opinion publique et de la conduite du Cabinet de Russie par rapport à cet évènement . . . . p. 91 = 152

Observ. IX Sur la prétention de la Russie de considérer la Mer Baltique comme une mer fermée . . . p 152 = 159

Observ. X. Sur le refus des propositions de médiation que l'Angleterre avoit faites à la Russie . . . . p. 159 – 170

Observ. XI. Sur le Résumé et le caractère général du Manifeste de la Russie . . . . p. 171 – 174

Observ. XII. Sur la déclaration, qui abolit tous les traités subsistens entre la Russie et l'Angleterre et notamment la convention de 1801. p. 175 – 184

Observ. XIII. Sur le rétablissement des principes de la neutralité armée . . . . p. 184 – 214

Observ. XIV. De la satisfaction demandée pour les sujets Russes . . p. 214 –

Observ. XV. De la satisfaction demandée pour le Danemarc . . . p. 215 – 220

Observ. XVI. Comment le Manifeste de la Russie a facilité la paix entre l'Angleterre et la France . . . . . p. 220 – 242

Supplément.

Observations sur la Contre-déclaration de Sa Majesté Britannique . . . . p. 243 – 266

Observations sur les notes du Moniteur ajoutées à cette contre-déclaration . . . . p. 266 –

En rédigeant les observations sui,
vantes sur la déclaration de la Russie
contre le Gouvernement Anglois, nous avons
voulu fixer l'attention d'un petit nombre de
personnes éclairées sur les passages les plus
marquans de cette pièce, et sur les princi,
paux argumens, par lesquels ils doivent
être combattus. Nous n'avions pas la pré,
tention de dire ce que ces personnes n'eus,
sent mieux pensé ou senti elles mêmes;
mais dans un tems d'agitation et de dégout

où l'esprit fatigué répugne quelque-fois au travail d'une analyse appro-fondie, il pouvoit y avoir une espèce de mérite à réunir dans quelques cadres faciles-à-saisir ce qui peut abréger et simplifier ce travail.

Ces observations n'étant écrites que pour un cercle extrêmement res-serré, on nous pardonnera le peu de ménagement avec lequel nous nous sommes exprimés dans certains endroits sur les auteurs de l'ouvrage critiqué. Si elles avoient été destinées pour le public, nous aurions cru devoir redoubler

de soin, pour leur ôter ce ton d'amer-
tume dans lequel on tombe souvent
malgré soi, lorsqu'on voit les plus
grands intérêts de l'humanité, livrés,
entre les mains de l'ineptie, à un sort,
que les derniers raffinemens de la
scélératesse n'auroient pas pu rendre
plus cruel. — Ce n'est point pour la
triste satisfaction, d'exercer quelques
débris de talent sur les fautes
et les égaremens des contemporains, ce
n'est point pour le plaisir malin, de
dévoiler la foiblesse radicale d'un des
premiers Gouvernemens de l'Europe, c'est

avec un coeur navré de douleur, que nous nous sommes portés à cette critique.

Il est impossible de ne pas ren„dre justice aux vertus et aux belles qualités, par lesquelles l'Empereur de Russie avoit obtenu les suffrages de l'Univers. Depuis plusieurs années la saine partie de l'Europe le regar„doit comme son ange tutélaire, comme le dernier appui de son indépendance, comme celui qui au défaut même des moyens necessaires pour opérer un ré„tablissement absolu, tempéreroit toujours et adouciroit à un certain point les

maux de la plus honteuse servitude.
L'intention en étoit surement dans son ame; et même après tout ce qui vient d'arriver, il est permis, il est juste de croire que là au-moins elle s'est conservée intacte. — Ce n'est donc point à Sa personne sacrée, c'est à ceux qui nous parlent en Son nom, que doit s'appliquer la plus grande partie de ce qu'on va lire.

Mais un concours de circonstances déplorables, après avoir frustré ce Souverain de la gloire qui Lui paroissoit destinée, a fini par associer Son nom à un

nouveau déluge de malheurs. Un mouvement mal placé de confiance, d'enthousiasme et de philantropie l'a entrainé dans l'embuscade de Tilsit. La chûte étoit affreuse — on peut dire mortelle. Si cependant il existoit encore une chance de s'en relever tôt ou tard, elle ne se trouvoit que dans un honorable retour aux principes si brusquement abandonnés, et dans le choix de tout ce que l'Empire de Russie pouvoit offrir de plus éminent, de plus vigoureux, de plus profond, pour en composer exclusivement les conseils. Au lieu de s'en remettre

à cette marche, l'Empereur a eu le malheur de prendre pour guide et pour fanal — celui qui l'avoit précipité dans l'abime, bien moins par ses victoires, que par ses artifices; de croire, qu'Il sortiroit de son embarras, en renforçant ce qui l'avoit fait naître, et de s'entourer de quelques-uns de ces hommes qui se croient à la hauteur de la crise, en nageant avec le torrent, en se prosternant devant l'idole du jour, et en puisant leur sagesse — dans le Moniteur. L'exactitude de ce lugubre tableau est prouvée

par tout ce que nous avons vu depuis six mois, mais plus que par toute autre chose par le manifeste, que nous allons analyser.

Une démarche plus contraire à son but, plus contraire au-moins à tout principe raisonnable, qu'on puisse supposer à ceux qui l'ont faite, seroit difficile à imaginer. Leur motif ne pouvoit être que d'assurer et d'accé„ lérer la paix générale. Mais si ce manifeste à un sens réel; si les Mi„ nistres qui l'ont publié, n'ont pas voulu se moquer du public, et faire

jouer une farce à leur Souverain, il est clair, qu'il ne sauroit aboutir qu'à l'un ou l'autre de ces deux ré-sultats: Ou au succès final du plan formé par Bonaparte pour l'humi-liation et la destruction de l'Angle-terre — ou à une prolongation inde-finie et incalculable de la guerre. Or tout ce qu'il peut y avoir encore de désolant et de redoutable pour la Russie est renfermé dans cette alternative.

La rédaction de cet incroyable Manifeste répond parfaitement à

X.

l'esprit dans lequel il a été conçu.

Jamais une plus mauvaise cause n'a été plus mal-adroitement plaidée. Les principes, les argumens, le ton, le style, tout est frappé au même coin, et trahit la même origine. La pièce est même si peu-de-chose sous tous ces rapports que nous aurions abandonné l'idée de la discuter et de la réfuter en-détail, si une considération de la plus haute importance ne nous avoit pas ramenés à cette tâche. Comme acte-d'accusation contre le Gouvernement Anglois,

cette déclaration, quelque foible qu'elle soit, est de niveau avec tout ce qui a été produit dans ce genre, de plus fort, de plus juste, et de plus concluant. En défendant l'Angleterre contre la Russie, nous la défendions donc en-même-tems contre ces flots d'impudentes diatribes, qui inondent le Continent de toutes parts. Nous ne pouvions pas, sans-doute, nourrir le projet d'épuiser dans quelques notes détachées, un texte aussi riche que celui-là; un volume n'y suffiroit point. Nous ne nous serions pas flattés non-plus de lutter avec quelque succès contre le délire, qui s'est emparé de

toutes les têtes. Mais aussi ni l'un ni l'autre n'étoit nôtre objet. Nous nous adressons à une élite de lecteurs, d'accord avec nous sur les bases fondamentales de la discussion, et nous ne prétendons que leur fournir des données, pour appliquer leurs principes établis à quelques-uns des phénomènes les plus recens. C'est sous ce point-de-vue là que doivent être envisagées ces feuilles.

I.

"Deux fois l'Empereur a pris
"les armes dans une cause, où l'intérêt
"le plus direct étoit celui de l'Angleterre".
Il seroit fort inutile de prouver, que
dans les guerres, que l'on a faites à la
France, l'intérêt du Continent étoit
pour-le-moins aussi direct, que celui
du Gouvernement Anglois; S'il y avoit
encore quelque doute sur une vérité aus-
si incontestable, l'état actuel du Conti-
nent

le feroit cesser d'une maniere peremtoire. Mais cette discussion des interêts reciproques ayant été malheureusement entâmée il pourroit être curieux d'examiner, pour combien l'interêt de l'Angleterre a influé sur les déterminations de l'Empereur de Russie dans les deux guerres auxquelles ce Souverain a pris part.

Les évènemens qui ont amené la guerre de 1805, les négociations qui l'ont précédée, les conventions qui l'ont préparée, les objets que l'on avoit en vue, le langage qui fut tenu par les puissances — tout indique que, si l'interêt

de l'Angleterre a joué alors un rôle quel-
conque dans les conseils de l'Empereur
de Russie, c'étoit à-coup-sur un rôle
bien subalterne. On s'écartera même
peu de la vérité, en disant, que la coali-
tion de 1805 a été formée plutôt pour
toute autre chose, que pour l'avantage
du Gouvernement Brittannique. L'article
additionel du traité de Petersbourg du
11 Avril 1805, arrêtant "que, quand même
la Russie auroit jugé convenable de décla-
rer, que le mouvement de ses troupes
ne se rapporte à aucun concert formé
avec Sa Majesté Brittannique, les enga-
gemens

du traité n'en seroient pas moins obliga-"
toires &c. &c." — clause sans exemple
dans l'histoire des transactions diplomatiques, —
nous fournit le commentaire le plus clair sur
la nature & le sens de la cöalition, relative-
-ment au Gouvernement Anglois. La con-
-duite subséquente des Alliés a bien répondu
à cette clause. Jamais ni la Russie, ni
l'Autriche n'ont tant fait que d'avouer
seulement les rapports dans lesquels elles
se trouvoient avec l'Angleterre; jamais
celle-ci n'a été nommée lorsqu'il a été
question d'Alliés; on a fait la guerre
& la paix sans avoir l'air de se souvenir

de son existence. — Est-il juste de prétendre aujourd'hui que c'étoit-là "prendre les armes dans une cause, principalement la sienne?"

Ce ne fut pas certainement non plus, pour embrasser les interêts de l'Angleterre, que l'Empereur de Russie entreprit la guerre de 1806. Il s'y engagea pour assister la Prusse, pour la sauver d'une destruction totale, pour couvrir enfin ses propres frontières, & defendre ses propres foyers, directement menacés par les armées victorieuses de Bonaparte. Quant au Gouvernement Anglois, il étoit tellement étranger à l'origine de cette guerre désastreuse,

dont personne ne l'avoit jamais prévenu, que le Ministre qu'il envoya sur le Continent, pour terminer celle, dans laquelle il se trouvoit lui-même avec la Prusse, n'arriva au quartier-général que la veille de la Bataille de Jena, & que, sans exagération, la Prusse avoit cessé d'exister comme puissance, avant que les Ministres Anglois eussent eu, ni tems ni moyens, pour s'instruire des causes de cette catastrophe! — Ce seroit singulièrement abuser des mots, que de dire, que ce fut-là une guerre, où "<u>l'intérêt le plus direct</u>" se trouvoit du côté de <u>l'Angleterre</u>!

Loin de nous de vouloir insinuer par ces observations, que l'Angleterre n'étoit pas puissament intéressée a la marche des affaires continentales, que les succès ou les malheurs de l'Autriche, de la Russie, ou de la Prusse n'étoient pas bien strictement les siens. La cause étoit commune ; l'intérêt étoit commun ; & jamais question aussi ingrate & aussi déplacée, que celle de savoir, lequel, du Continent ou de l'Angleterre avoit le plus à gagner ou à perdre, ne nous auroit occupés un instant, si on n'avoit pas jugé a-propos de l'agiter dans cette déclaration.

II.

"Il a sollicité en-vain, qu'elle cöopérât "au gré de son propre intérêt ; Il ne lui "demandoit pas de joindre ses troupes aux "Siennes ; Il désiroit qu'elle fît une di- "version ; Il s'étonnoit de ce que dans sa "propre cause elle n'agissoit pas de son "côté. Mais froide spectatrice &c. &c."

Avant d'en venir aux griefs parti- culiers qui suivent cette accusation géné- rale, il faut dire quelques mots sur un objet, dont l'exposition complète exigeroit les plus grands développemens.

L'Angleterre, en employant contre

la France sa vaste supériorité maritime, en détruisant ses vaisseaux & son commerce, en s'emparant ou en l'excluant de ses colonies, en lui faisant sentir dans chaque moment les embarras & le fardeau d'une guerre, laquelle, du côté du Continent, ne lui offroit que gloire & butin, a fait plus de mal à l'ennemi, & a bien plus essentiellement servi l'intérêt général, qu'elle n'auroit pu le faire par aucune expédition continentale. Si l'Angleterre s'en étoit constamment tenue à ce seul genre d'hostilités conforme à sa situation & à ses moyens, si elle n'en avoit pas été trop souvent détournée par des projets

d'un tout autre ressort, par des diversions fausses & inutiles, elle seroit parvenue à établir dans d'autres parties du monde, un contrepoids au pouvoir colossal, que la France avoit acquis dans la nôtre; & c'est dans ce sens là que l'on peut dire, que l'équilibre & l'indépendance de l'Europe auroient pu être plus efficacement défendues sur les rives du La-Plata, que dans les champs de Jena ou de Pultusk. — Mais ces idées, il faut bien en convenir, sont à une trop grande distance des vues étroites & mesquines qui ont dirigé la marche des

Cabinets. Nous les abandonnons à la médita-
tion de ce qui se trouvera encore de vrais
hommes-d'état, cachés dans quelque coin
de la terre. Nous envisageons ici les repro-
ches adressés à l'Angleterre sous un point-
de-vue moins élevé; nous les prendrons tels
qu'on les présente; & en plaidant d'après
les principes les plus communs, nous verrons,
si l'Angleterre est coupable dans le sens
même de son accusateur.

Distinguons les deux époques, auxquel-
les peuvent se référer ces reproches.

En 1805 la campagne continentale
a commencé dans les premiers jours d'Octobre.

L'Angleterre a envoyé des troupes sur deux différens points du Continent ; 16 à 18,000 hommes au Nord de l'Allemagne, la moitié de ce nombre, ou quelque-chose de plus à Naples. On nous dispensera d'examiner, si ces points étoient bien-ou mal-choisis, si les opérations, auxquelles devoient concourir ces troupes, étoient bien-ou mal-combinées. Ce n'est pas à Londres, c'est à St. Petersbourg & à Vienne que les plans militaires ont été formés. Il suffit de savoir que l'Angleterre a fait ce qu'on lui demandoit. Ses forces sont arrivées à Naples au moment de l'ouver-

de la campagne. Elles sont arrivées en Allemagne aussi-tôt que l'on a pu compter assez sur la bonne-volonté du Roi de Prusse, pour s'y permettre un débarquement. Ce n'est que depuis le 7 Octobre, que se sont présentés les premiers symptômes d'un changement de système en Prusse; ce n'est que le 3 Novembre, que le Roi a paru se prononcer en faveur des Alliés; & le 10 du même mois le Corps Anglois sous les ordres du Général Don étoit rendu à Stade. — Si la guerre de 1805 a absolument manqué son objet, si le premier acte de la campagne a fini

huit jours après l'ouverture, si plus tard l'Empereur de Russie a cru devoir s'engager avec l'ennemi, sans attendre ni les armées de la Prusse, sur lesquelles Il comptoit avec raison, ni celle de l'Archiduc Charles, qui traversoit alors la Hongrie pour gagner le théâtre de la guerre, si après cette funeste journée d'Austerlitz, Il a précipitamment retiré ses troupes, & consenti à un armistice général, triste avant-coureur de la paix de Presbourg; si du champ de bataille même Il a envoyé l'ordre à ses troupes de quitter le Royaume de Naples, si après tant

de déplorables évènemens, la Prusse ayant subitement repris ses anciens rapports avec la France, toute opération dans le Nord de l'Allemagne est devenue également impossible — est-ce donc au Gouvernement Anglois à répondre de tous ces malheurs?

Passons à la campagne de 180 6/7. — Pour qu'une diversion continentale, exécutée par les forces Angloises eut pu produire le moindre effet réel, il étoit de toute nécessité, qu'elle fut soigneusement concertée avec les autres puissances, & dans un parfait accord avec leurs

mouvemens. Le Gouvernement Anglois ne pouvoit guères employer plus de 25 ou 30,000 hommes à-la-fois pour une entreprise pareille; ceux qui savent ce que c'est qu'une expédition maritime, en convien-dront sans difficulté. Mais 25 ou 30,000 Anglois jettés sur un point éloigné de celui des opérations principales (en Hol-lande par exemple, comme on l'a si souvent demandé) dans une époque, où l'Allemagne toute entière à l'exception du territoire Autrichien, étoit déjà au pouvoir de la France, n'auroient certainement rien effectué; en leur suppo-

sant

même quelques succès, incapables d'en consolider le fruit, ou de former un établissement durable, entourés d'ennemis de toutes parts, séparés des forces de leurs Alliés par une vaste étendue de pays, ils auroient infailliblement fini par ajouter un désastre de plus à tant d'autres, qui désoloient l'Europe. Pour remplir un but raisonnable, l'expédition des Anglois devoit directement entrer dans le plan général de la campagne. — Mais quel étoit ce plan général? Personne n'avoit eu le tems d'y songer. Depuis l'affreuse déroute, qui avoit anéanti l'armée Prussienne,

les malheurs de toute espèce se succédoient avec tant de rapidité, & les moyens de résistance étoient si peu proportionnés au besoin, que les Français avoient déjà passé la Vistule, lorsqu'on commença sérieusement à s'opposer à leurs progrès. Ce n'est qu'après la bataille d'Eylau, qu'il fut possible de s'occuper de quelque-chose qui ressemblat à une combinaison militaire; & ce n'est certainement pas avant cette époque, que l'on eut pu proposer au Gouvernement Anglois un concert de mesures quelconque. Le projet de rassembler des forces entre l'Elbe & l'Oder

pour mettre l'ennemi entre deux feux, est même d'une date beaucoup plus récente; il n'en fut pas question avant la fin d'Avril, tandisque l'étrange stagnation, qui succéda à la bataille d'Eylau, & une quantité d'autres circonstances, que nous ne voulons pas réproduire ici, mais que les contemporains tant-soit-peu instruits auront bien présentes à leur mémoire, devoient jetter le Gouvernement Anglois dans la plus cruelle incertitude sur le sort futur de cette guerre. — Enfin, on fixa Stralsund comme point central d'une

opération à laquelle les Anglais devoient concourir ; & ce n'est proprement qu'à dater de cette époque, qu'on a le droit de compter avec eux. Stralsund étoit libre depuis le 1 Avril ; mais l'échec imprévu qu'essuyèrent les troupes Suédoises après quelques succès passagers, engagea le Général Essen à signer le 18 du même mois un armistice par lequel la Pomeranie Suédoise fut rendue pour un tems indéfini inaccessible aux troupes étrangères. Ce malheureux incident ne pouvoit que retarder de beaucoup le départ de

l'expédition Angloise ; cependant elle fit voile pour l'isle de Rügen, & y arriva peu de tems après le corps du Général Blücher. La saison étoit si peu avancée, que si le plan général avoit été bien combiné (question étrangère à cette discussion) & si tout le monde avoit fait son devoir, il n'étoit nullement trop tard, pour entâmer les plus grandes entreprises.

En attendant l'Armée principale, après avoir donné à l'ennemi trois mois pour renforcer la sienne, pour en former même une nouvelle sur les bords de l'Elbe, avoit été témoin (nous ne dirons pas "froide spectatrice",

pour ne point nous approprier les termes de ceux dont nous relevons l'injustice) témoin de la chûte de Dantzig ; évènement d'autant plus cruel, qu'il réduisoit considérablement la chance de quelqu'opération simultanée avec les troupes de la Pomeranie. — Tout-à-coup dans les premiers jours de Juin, les Russes attaquent sur toute la ligne ; ils battent, ils sont battus ; ils abandonnent, par nécessité ou par choix, une position importante après l'autre ; on croit, que c'est pour concentrer leurs forces & frapper quelque coup décisif ; la sanglante journée de Friedland, quelque peu satisfaisante qu'en fut l'issuë, entretient

encore l'illusion générale ; l'armistice même du 20 Juin ne peut pas la détruire tout-à-fait. Mais peu de jours après cet armistice, Sa Majesté l'Empereur de Russie se porte à des entrevues, à des explications confidentielles ; à l'instant la guerre la plus acharnée est remplacée par le rapprochement le plus cordial ; toutes les difficultés s'applanissent ; la Russie & la France ne paroissent plus reconnoître qu'un seul & même intérêt ; la paix de Tilsit est signée. — On rappelle le Corps de Blücher ; le Roi de Suède exposé tout seul à l'orage, est obligé de quitter la Poméranie, que

ni Lui, ni les Anglois pouvoient défendre contre toutes les forces de Bonaparte, rendu enfin par ses propres victoires, & par le consentement exprès ou tacite de toutes les puissances, l'arbitre suprême du Continent.

Sous quel rapport donc, ou sous quel prétexte plausible peut-on imputer au Gouvernement Anglois le blâme d'un dénoument pareil ? — Ces tristes dénonciations générales, par lesquelles, sans rien spécifier, sans fournir la moindre donnée positive, on traine les Souverains réfractaires devant le prétendu tribunal d'un public, absolument

incompétant pour les juger, paroissoient réservées jusqu'ici à l'industrie meurtrière du Moniteur. Mais lorsqu'un Gouvernement respectable se constitue accusateur d'un ~~ancien~~ ancien Allié & Ami, on s'attend au-moins à un autre genre d'attaque. On veut savoir, en quoi consiste proprement le crime, à quelles époques, dans quelles circonstances l'accusé a manqué à son devoir, quelles sont les diversions qu'on lui a proposées, & qui ont été refusées de sa part, quelles sont les opérations, qu'il a fait échouer par son indifférence, par sa négligence, ou par sa lenteur. — Les

causes de l'issuë fatale de la campagne de 1807 sont déjà si généralement connues, qu'il faudroit plus qu'un courage ordinaire pour soutenir, par la voie des argumens (bien différente de celle des déclamations bannales) que les Anglois auroient pu en changer le résultat. Aussitôt qu'on leur a réellement demandé des troupes, ils les ont rassemblées & expédiées; aussi-tôt qu'on a pu leur assigner un point-de-réunion, ils s'y sont portés. Mais quand l'armée principale ne peut ni gagner du terrain, ni conserver celui qu'elle occupe, quand ensuite le Chef

de la ligue, au moment, où l'univers est rempli de l'attente des plus vastes entreprises, se décide brusquement à la paix — est-ce à un corps de troupes alliées, enfermé dans un coin de la terre, à arrêter la catastrophe finale ?

III.

"Mais froide spectatrice &c. &c. &c. — elle envoyoit des troupes attaquer Buonas Ayres."

Nous voilà sortis du cercle des accusations vagues, pour arriver aux griefs positifs. Le premier qui s'offre à nos regards, est — l'expédition de Buonas-Ayres.

Pour juger de quel droit la Russie se plaint de cette expédition, il faut en rappeler les principaux faits. — Buonas-Ayres fut pris le 2 Juillet 1806 par le Général Beres-ford, & Sir Home Popham, avec une force de seize-cents hommes. La nouvelle en arriva en Angleterre au mois de Septembre; & quelques semaines après, le Gouvernement y détacha le Général Achmuty avec des renforts, qui portoient à environ 5000 hommes le total des troupes employées dans cette partie de la terre. En-attendant Buonas-Ayres avoit été repris par les Espagnols le 12 Aout; mais les Anglois s'étoient

établis à Maldonado, & presqu'au même moment, où on apprit à Londres la perte de la conquête principale, le Général Achmuty s'empara de Montevideo. L'entreprise une fois entâmée, & reentâmée, le Gouvernement se vit obligé d'accorder de nouveaux renforts, qui partirent d'Angleterre au mois de Mars 1807, malheureusement sans remplir le but.

Nous ne reviendrons pas ici sur ce qui a été dit plus haut de l'importance de cette expédition, considérée sous des rapports supérieurs, et combien son succès auroit pu dévenir précieux pour l'intérêt général de l'Europe. —

l'envisageant uniquement comme une mesure particulière à l'Angleterre, observons d'abord, que 9 ou 10,000 hommes, partis successivement pour l'Amérique dans l'espace de 6 ou 8 mois, ne formoient point un objet assez considérable, pour empêcher le Gouvernement Anglois de prendre part à d'autres entreprises. Une diversion continentale en Europe n'en auroit pas moins pu être exécutée, si elle avoit été exécutable. Mais nous avons déjà suffisamment prouvé, que ce qui a fait avorter ce projet, n'étoit ni la mauvaise volonté du Gouvernement Anglois, ni l'absence des moyens nécessaires, mais bien la tournure désastreuse,

que prirent les affaires du Continent par le manque de concert & de talent, par la maladresse, l'irrésolution, & la défection finale des Alliés. Ainsi déjà sous ce premier rapport l'expédition de Buonas-Ayres n'a rien de commun avec les évènemens militaires & politiques de l'Europe.

Mais voici maintenant un autre point-de-vue, sous lequel elle leur étoit bien plus étrangère. Cette expédition fut, comme tout-le-monde sait, l'ouvrage exclusif de Sir Home Popham, qui s'y porta sans ordre de son gouvernement, & auquel ce même Gouvernement intenta un procès solemnel,

pour le punir de sa conduite arbitraire. Passons encore sur ce point capital, & considérons l'entreprise, comme si elle avoit été projettée & ordonnée par les Ministres. Elle eut lieu au printems de 1806, c'est-à dire à une époque, où il n'y avoit, ni guerre ni aucune perspective de guerre sur le Continent, où les forces de la Russie étoient toutes renfermées dans son intérieur, où la continuation et l'affermissement de la paix étoit la seule pensée de l'Autriche, où la Prusse, moyennant l'occupation du Hanovre, paroissoit plus que jamais liée aux intérêts du Gouvernement Français. Il seroit trop

extravagant de prétendre, que même dans un
moment pareil l'Angleterre n'auroit pas pu
former un plan, calculé sur son propre intérêt,
sans se rendre coupable envers l'Europe. Mais
l'affaire une fois en train, il falloit bien la
soutenir; & les moyens choisis pour cet effet
n'étoient certainement pas de nature à com-
promettre les intérêts du Continent. Les
premiers renforts (du mois d'Octobre) par-
tirent d'Angleterre, avant que l'on ait pu
y soupçonner ce qui se passoit alors en Alle-
magne. Les derniers furent envoyés en
1807, bien moins par choix, ou par soif de
conquêtes, que par ce qu'il étoit impossible

de les refuser ; le Ministère qui en dirigea l'emploi n'avoit jamais été suspect de trop favoriser cette entreprise. Il est même infiniment vraisemblable, que l'idée de ménager des forces pour les besoins prochains du Continent, a fait perdre, ou contribué à faire perdre au Gouvernement Anglois la plus importante, la plus décisive de ses conquêtes ; car si au lieu de 4 à 5,000 hommes, on en avoit envoyé 10,000 avec le Général Cracofurd, Buenos-Ayres, & tout ce qui y tient, auroit été conservé à l'Angleterre.

La moindre chose, que prouvent ces détails, dont personne ne contestera l'exactitude,

c'est que l'expédition de Buonas Ayres, est un fait absolument isolé, & hors de toute liaison quelconque avec les guerres & les intérêts du Continent. L'ignorance & la légereté excluent souvent la mauvaise foi; & entre deux explications pénibles, il faut choisir celle, qui l'est le moins. Mais de quelque manière que l'on envisage la chose, on doit toujours être extrêmement surpris de ce qu'un grief aussi chimérique, aussi ouvertement contredit par des faits notoires & indubitables, ait pu être placé à la tête d'un acte d'accusation, publié par un des premiers Gouvernemens de l'Europe.

IV.

„Une partie de ses armées, qui paroiss„
„soit destinée à faire une diversion en *Italie*
„quitta finalement la *Sicile*. On avoit lieu
„de croire, que c'étoit pour se porter sur
„les côtes de *Naples*; l'on apprit, qu'elle
„étoit occupée à essayer de s'approprier
„l'*Egypte*."

Ce second grief est encore plus inatten„
du & plus extraordinaire que le premier. —
— Une *diversion* en *Italie*! — Se porter
sur les *côtes de Naples*! — On est
d'abord extrêmement frappé, après tout
ce qui s'est passé depuis la fin de 1805,

de rencontrer le nom du Royaume de Naples dans une pièce datée de St Pétersbourg! — Depuis le funeste débarquement du Général Lascy, on n'avoit plus vu de Russe dans ce pays; & pendant tout l'été de 1806 les Anglois, abandonnés de tout le monde, ont continué leurs efforts & leurs sacrifices, pour le conserver à son ancien Souverain. Mais quel motif auroit pu les engager à rentrer dans cette carrière ingrate sous les conjonctures de 1807? — Vouloir réconquérir Naples, tandis que tout le reste de l'Italie étoit au pouvoir des Français, & que pas un bras ne se levoit pour leur

en disputer la possession, eut été un acte de démence. Occuper quelque point de la côte, s'emparer de quelque place mari-time, pour en sortir trois mois après, n'étoit point une tentative séduisante. Et en faveur de qui eut-on fait cette triste diversion? Personne n'étoit en position d'en profiter; les Français ne l'auroient traitée qu'avec mépris. — Mais à quoi bon raisonner sur un projet, que personne n'avoit même proposé à l'Angleterre, & dont nous n'aurions jamais entendu parler, sans le besoin de tout accaparer, pour forger

des armes contre cette puissance ?

Voyons à-présent, quelle est l'entre-prise odieuse & coupable, qu'on l'accuse d'avoir substituée à ce projet. "L'on apprit qu'elle étoit occupée à s'approprier l'Egypte." — Ici la mauvaise-foi bien caractérisée commence à le disputer à l'égarement. "S'approprier l'Egypte" ? Où sont les preuves, où sont les prétextes de cette inculpation ? L'Angleterre a-t-elle jamais dit un mot, a-t-elle jamais fait la moindre démarche, qui ait trahi une intention pareille ? — Plus on réfléchit sur les motifs réels qui ont déterminé les

Anglois à tenter un débarquement en Egypte, plus on doit être révolté de cet excès d'injustice dont on ne rougit pas de les payer aujourd'hui. Ce n'est pas l'Angleterre, c'est la Russie qui a amené la guerre avec les Turcs ; l'intérêt particulier de l'Angleterre lui préscrivoit la paix avec cette nation ; c'est sa liaison étroite avec la Russie, c'est sa fidélité constante aux engagemens contractés avec elle, qui lui a créé ce nouvel ennemi. Une fois entrainée, elle a cru remplir un devoir, en faisant quelques efforts pour une cause devenue commune ; & le coup-de-main contre Constantinople

ayant manqué, elle a conçu l'expédition d'E-gypte. Il est clair que le succès de cette expédition, en privant les Turcs d'une de leurs ressources capitales, auroit tourné à l'avantage commun; mais comme l'intérêt des Russes dans cette guerre étoit sans-comparaison plus grand que celui des Anglois, c'est eux bien plus que ceux-ci qui en auroient proprement recueilli le fruit.

Le chef-d'accusation se réduit donc en dernière analyse à blâmer le Gouvernement Anglois d'avoir préféré une diversion raisonnable, dirigée sur une possession importante d'un ennemi commun, & directement

avantageuse à la Russie, à une diversion impuissante & stérile dans un pays perdu sans ressource, & sur-tout complètement abandonné par ceux, qui pendant plusieurs années avoient joué le rôle de ses protecteurs. — En vérité, si les Anglois imaginoient de reprocher à l'Empereur de Russie, " d'avoir envahi la Valachie & la Moldavie, pour essayer de s'approprier ces provinces, " nous ne dirions pas, que l'accusation est plus juste, & nous nous garderions bien de la prôner; mais au-moins elle auroit en sa faveur une apparence de justice & de raison; tandisque le

grief sur l'expédition d'Egypte ne peut pas même se vanter de ce foible avantage.

V.

"Mais ce qui toucha sensiblement le "coeur de Sa Majesté Imperiale, c'étoit de "voir, que contre la foi, & contre la parole "expresse des traités, l'Angleterre tourmen-"toit sur mer le commerce de Ses sujets. "Et à quelle époque? Lorsque le sang "des Russes se versoit dans des combats "glorieux &c. &c."

Pour juger du fond de cette plainte, il faudroit connoître en détail les incidens, auxquels elle peut se rapporter. En attendant,

au-défaut de données particulières, nous y répondrons par une observation générale, dont tous ceux qui ont attentivement suivi la marche du Gouvernement Anglois doivent reconnoître & attester la vérité.

Il est certain, qu'au-milieu des innombrables discussions, que la question épineuse & compliquée des droits du pavillon neutre à fait naître dans les dix dernières années, la Russie a été constamment traitée par l'Angleterre avec une faveur & des ménagemens extrêmes. Toutes les fois que dans un cas litigieux, porté devant un tribunal

Anglois, les intérêts d'un sujet Russe se trouvoient compromis, on a pu anticiper le résultat. En consultant les collections volumineuses, où ces sortes de procès sont consignées, on ne rencontrera pas un seul exemple d'un Russe sacrifié à un Anglois, ou victime d'un jugement, nous ne dirons pas injuste, mais seulement rigoureux. A une époque même particulièrement critique, quand l'Empereur Paul irrité contre le Gouvernement Anglois, par des raisons d'une toute autre nature, épousa les griefs de quelques états voisins, cette indulgence, cette faveur signalée s'est toujours soutenue intacte. Enfin depuis

la convention de 1801 pas la plus légère dis„
cussion ne s'est élevée entre les deux puissances,
pas un murmure ne s'est fait entendre, indi„
quant le moindre mécontentement. Et ce
système, si long-tems suivi, se seroit
subitement démenti, dans un moment,
où les liaisons des deux cours étoient plus
étroites que jamais ? L'Angleterre auroit
choisi ce moment "pour tourmenter le commerce
de la Russie" ? Voilà ce que nous sommes
bien déterminés à ne pas croire avant d'en
avoir les preuves en-main. Au-milieu
des grands mouvemens exécutés par les
escadres Angloises, quelques vaisseaux peuvent

avoir été détenus, quelques désordres peuvent avoir été commis ; mais que l'autorité publique y ait été pour la moindre des choses, que le Gouvernement, que les tribunaux Britaniques aient jamais refusé justice à un Russe — nous croyons, sans témérité, pouvoir nous inscrire en faux contre ce grief ; & nous ôsons affirmer d'avance, que lorsqu'il sera dument examiné, il se réduira à si peu-de-chose, que peut-être ses auteurs eux-mêmes auront honte de l'avoir articulé.

VI.

"Lorsque les deux Empereurs firent la "paix, Sa Majesté, malgré Ses justes griefs

" contre l'Angleterre, ne renonca pas encore
" <u>à lui rendre service</u>; Elle stipula dans le
" traité même, qu'Elle se constitueroit mé-
" diatrice entre elle & la France; ensuite
" Elle fit l'offre de sa médiation au Roi
" de la Grande Bretagne; Elle le prévint,
" que c'étoit afin de lui obtenir des conditions
" honorables. Mais le Ministère Brittan-
" nique, <u>apparemment fidèle à ce plan, qui</u>
" <u>devoit rompre les liens de la Russie & de</u>
" <u>l'Angleterre</u>, rejetta la médiation."

Nous savons déjà, en quoi consistoient "<u>les justes griefs</u>" de l'Empereur de Russie contre l'Angleterre, à l'époque du traité

de Tilsit. Nous verrons tout-à-l'heure, ce que c'étoit, que "les services qu'il lui rendit." Mais avant de les spécifier, il sera bon de s'arrêter un peu sur ce prétendu "plan du Ministère Brittanique, pour relâcher & rompre les liens qui unissoient l'Angleterre & la Russie."

Nous avons eu occasion de remarquer (Note I) de quelle maniere on en avoit agi envers l'Angleterre du tems de la cöalition de 1805. Fixons nos regards sur ce qui l'a suivie. Avec la paix de Presbourg toute guerre avoit cessé sur le Continent; la Russie se détermina à négocier, et le Ministère Anglois, croyant qu'une paix générale

relèveroit les affaires de l'Europe, ou en retarderoit le bouleversement total, embrassa le même parti. Mais la première déclaration, qu'il fit au Gouvernement François portoit, "que l'Angleterre, étroitement liée à la Russie, ne pouvoit, ni traiter, ni bien moins encore signer aucune chose, que de concert avec l'Empereur Alexandre." La correspondance préliminaire des deux principaux Ministres ne roula presque, que sur cet article; & quoique Mr. Talleyrand eut clairement annoncé à Mr. Fox, "qu'il existoit entre la Russie & la France des propositions directes pour négocier," —

-circonstance dont le Gouvernement Anglois à en juger par la réponse même de Mr. Fox n'avoit point été préalablement instruit → tout ce que l'on put gagner sur celui-ci, fut de l'engager à une négociation provisoire. Lord Yarmouth l'eut à peine entâmée, que le négociateur Russe signa la paix. Ne voulant en appeller qu'à des faits connus & indisputables, nous nous abstiendrons de toucher ici à l'histoire secrète de la trop fameuse mission de Mr. Oubril; mais ce que nous ne pouvons pas passer sous silence, c'est qu'au-moins le Gouvernement Anglois auroit été parfaitement

excusable, si, frappé de cet évènement mystérieux, il s'étoit livré aux plus violens soupçons, & au mécontentement le plus prononcé contre la Russie. Car, quelles qu'aient été les véritables instructions de Mr. Oubril, s'il avoit eu l'ordre bien positif de ne rien conclure sans l'Angleterre, il n'auroit jamais été entrainé au point de signer un traité formel, sans en donner seulement connoissance à Lord Yarmouth, au-point de rester sourd à toutes ses remontrances, de se dérober même à une entrevue avec lui, après avoir consommé son ouvrage. Le Cabinet de Londres se trouvoit alors dans

une situation bien singulière ; jamais peut-être la loyauté & la constance d'un Gouvernement n'avoient été mises à une plus rude épreuve. D'un côté l'espoir, que l'Empereur désavoueroit la conduite de Mr. Oubril, ne se fondoit que sur de simples conjectures ; & les Ministres Français ne manquoient aucune occasion, pour insinuer aux négociateurs Anglois, "que leur cour se faisoit illusion sur la nature de ses relations avec la Russie." D'un autre côté, en laissant-là la Russie & le Continent, l'Angleterre pouvoit obtenir une paix des plus avantageuses & des

plus honorables ; la conservation de Matthe, & du Cap, la restitution du Hanovre, tout ce qu'elle pouvoit prétendre, & plus peut-être qu'elle n'auroit pu espérer, se trouvoit à sa disposition. L'Angleterre resta inébranlable. Mr. Fox écrivit à Lord Lauderdale, " qu'il avoit à déclarer dans toutes les occasions, & quand même le Gouvernement Français hausseroit ses premières propositions pour séparer l'Angleterre de la Russie, que le traité de Mr. Oubril avoit seul pu engager le Ministère Britannique à entrer dans une négociation particulière, mais que, si ce traité n'étoit

point sanctionné par l'Empereur, l'Angle-
terre retournoit de-suite à ses anciennes
relations avec la Russie, & ne s'en sé-
pareroit à aucun prix." — Il est bien
remarquable, & remarquable sous plus d'un
rapport, que cette dépêche (du 23 Aout)
ait été la dernière, rédigée & signée
par Mr. Fox. — Aussi-tôt qu'il fut
connu à Londres que l'ouvrage de Mr.
Oubril avoit été rejetté, Mr Windham,
provisoirement chargé du porte-feuille,
notifia à Lord Lauderdale "que le refus
de l'Empereur de Russie replaçoit les
deux puissances dans la situation où elles

se trouvoient auparavant, & que désormais toute tentative de les séparer devoit être considérée comme inutile (hopeless)" — Une conduite pareille auroit été belle & honorable dans tous les tems ; dans ceux où nous vivons, à la vue de tant de revire-mens politiques, opérés par l'égoisme & la lâcheté aux dépens de tout autre prin-cipe, aprés tant de procédés équivoques, & tant de défections scandaleuses, & tant de cruelles mortifications, éprouvées par le Gouvernement Anglois, elle étoit vraiment sublime ; & si elle n'a pas même été remarquée par les contemporains,

(chacun absorbé par quelque vil intérêt personnel au milieu de la conflagration générale) heureusement que l'histoire est encore là pour en rétablir un jour le souvenir.

Et on ne craint pas d'avancer aujourd'hui, d'écrire dans une déclaration solemnelle, "que le Ministère Brittannique agissoit apparemment en conséquance de ce plan, qui tendoit à rompre les liens entre l'Angleterre & la Russie"!

L'injustice révoltante de cet article nous engage à ne point supprimer une réflexion, continuellement présente à nôtre esprit, pendant que nous analysions cette

pièce. — Depuis un certain nombre d'années une prédilection tenace & exclusive pour le Cabinet de St Petersbourg forma le trait le plus marquant du systême politique de la Cour de Londres. Cette prédilection outrée étoit un des torts du Gouvernement Anglois ; elle est devenue une source de beaucoup de contrariétés pour l'Angleterre, & une des causes de la perte totale du Continent. C'est une chose bien digne de remarque, qu'à-travers tous les changemens de principes, d'affections

& de mesures, introduits par les différens partis, qui ont tenu à Londres les rênes de l'état, cet attachement profond pour la Russie soit constamment resté le même. Nous sommes loin de vouloir dire, que les motifs qui l'avoient fondé & nourri, n'étoient pas très justes & puissans; l'alliance entre la Russie & l'Angleterre étoit conforme aux meilleurs principes, & dictée par les plus grands intérêts. Mais en fait de maximes politiques le bien même peut être poussé à l'excès. En Angleterre on s'étoit accoutumé à

croire, que, pourvû que l'on fut bien avec la Russie, on pouvoit, en cas de besoin se passer de toute autre relation; & la confiance illimitée qu'inspira le Cabinet de St Petersbourg, l'idée, très-exagérée de tout tems, qu'on s'étoit formée de sa puissance & de ses ressources, & les soins & ménagemens perpétuels, avec lesquels on cultiva son amitié, firent trop souvent négliger aux Ministres Brittanniques, des intérêts pour le moins aussi essentiels, que ceux de cette alliance favorite. Ce seroit une chose assez intéressante que

de montrer par un développement de faits, comment cette singuliere prévention a égaré le Gouvernement Anglois dans plus d'un moment décisif. Nous nous bornerons à en citer un exemple. Lorsqu'on forma la coälition de 1805 — car il faut bien toujours revenir à cette source féconde de malheurs — le cabinet de Londres au lieu de travailler directement au choix & à la réunion des moyens, qu'exigeoit une aussi grande entreprise, ou de rectifier & de réformer au-moins ce qu'il y avoit d'essentiellement mauvais dans les combinaisons des autres puissances,

se contenta de négocier à St Petersbourg, s'en remit au zêle & à la sagesse de cette cour avec une sécurité qu'on pouvoit appeler aveugle, & abandonna la direction exclusive de la dernière mesure-de-salut, à un Allié, qui s'en acquitta si bien, que, tout en préten-dant sauver l'Europe, il en acheva la ruine dans trois mois. — Mais tout étoit permis, & tout étoit pardonné à la Russie. Dans les discussions même du parlement, où on s'expliqua souvent sans trop de réserve et de mo-dération sur la conduite des puissances

étrangères, la Russie seule échappoit à toute animadversion. On releva les fautes de l'Autriche; on se livra à l'indignation la plus violente contre la Prusse; la Russie fut toujours ménagée. —

L'Angleterre reçoit à-la-fin le prix de sa longue fidélité; le retour dont on la paye aujourd'hui, quelque triste & douloureux qu'il puisse être, ne la portera jamais à se répentir du caractère loyal & honorable de tous ses procédés envers la Russie; mais en réfléchissant à sa tendresse particulière, on peut dire à son engouement pour cette

puissance, & à tout ce qu'elle a negligé & sacrifié en sa faveur, la manière dont elle s'en voit traitée à-présent doit lui faire sentir de justes regrets.

Opposons à ce tableau quelques traits du systême-de-conduite, observé pendant la même époque par l'Empereur de Russie. Après avoir maintenu pendant deux ans des relations assez étroites avec la France, (relations qui, pour le dire en passant, ont préparé & prodigieusement avancé la catastrophe du Corps Germanique) Il s'est brouillé avec Bonaparte sur des sujets qui ne regardoient le Gouvernement Anglois

qu'autant qu'ils se trouvoient en rap-
port avec l'intérêt général de toutes les puis-
sances ; dans la correspondance rela-
tive à cette brouillerie il n'est jamais
question de l'Angleterre. On ne se
rapprocha d'Elle, que lorsqu'étant
décidé à la guerre, on crut avoir
besoin de ses secours. Mais sans la
publication faite à Londres, de quelques
pièces de ces négociations, le public
ignoreroit jusqu'à ce jour, qu'il a
existé une alliance et un trai-
té entre la Russie & le Gouver-
nement Anglois. On cacha ce traité

comme un crime ; jamais il ne perça un mot, qui eut pu faire soupçonner une liaison quelconque. — La guerre continentale finit; les intérêts de l'Angleterre n'occupent pas plus ses soi-disans Alliés que ceux du Maroc ou de la Chine. — L'Empereur de Russie entâme une négociation à Paris ; pas de concert, pas d'intelligence, pas la moindre communication préalable avec l'Angleterre. Son plénipotentiaire fait la paix, elle est rejettée, comme incompatible avec l'honneur & les intérêts de l'Empire Russe ; —

l'Angleterre, cette même puissance, qui renonce aux conditions les plus brillantes, pour ne pas séparer sa cause de celle de la Russie, n'est comptée pour rien, ni dans la négoci-ation, ni dans les stipulations, ni dans le désaveu même du traité; les puissances continentales, & la Russie à leur tête, semblent déjà préluder au décret de proscription générale que Bonaparte va lancer contr' elle. — Cependant un incendie terrible est al-lumé par les démarches précipitées de la Prusse; l'Angleterre n'en est

informée que lorsque la moitié de cette monarchie est en combustion ; c'est alors, au coeur de l'hiver, qu'on lui demande des diversions ; rien n'est préparé, rien n'est combiné pour cet effet. L'été arrive ; on croit, que de grandes opérations vont enfin se développer ; mais la Russie s'arrête tout-à-coup, & veut avoir la paix à tout prix. — Tous les genres d'intérêt se réunissoient pour préscrire à l'Empereur Alexandre d'insister au-moins sur une paix générale. Il ne s'agissoit pas de "préparer" cette paix, comme le dit

aujourd'hui la déclaration ; il s'agissoit de l'emporter de-suite par de sages & honorables démarches. Si l'Empereur avoit eu alors la fermeté, d'annoncer à son ennemi "qu'il ne traiteroit point sans l'Angleterre" que de maux, (au-delà de ceux qu'il n'étoit plus en son pouvoir de guérir) Il auroit épargnés à l'Europe ! Que de momens amers Il se seroit épargnés à Lui-même ! L'Angleterre étoit la seule puissance, qui put offrir des compensations ; & pour prévenir l'asservissement total de la Prusse & du Nord de l'Allemagne, pas de doute, qu'elle

ne se fut portée aux plus grands sacri-fices. D'ailleurs, pour l'intérêt per-sonnel de l'Empereur, c'étoit beaucoup que de gagner du tems ; son simple départ auroit produit un bien incalculable ; plus l'ennemi insistoit sur la négociation "de Souverain à Souverain", — forme dangereuse dans tous les tems, mortelle dans celui où nous nous trouvons — plus il falloit être déterminé à s'y sous-traire. Enfin, Bonaparte lui-même, ayant cent fois proclamé à la face de l'univers "qu'il ne demandoit que la paix générale" — "qu'il admettroit

le principe des compensations" — "qu'il étoit prêt à traiter avec l'Angleterre" &c. &c. auroit difficilement pu rejètter d'emblée la proposition d'un congrès général; & désirant autant que la Russie de mettre un terme aux fatigues & aux souffrances de ses troupes, il auroit fini par l'accepter. — L'Empereur fit tout le contraire; Il ne demanda pas la paix générale; Il ne demanda pas une négociation commune; Il ne quitta pas le théâtre de la guerre. — Il resta; — pour négocier seul — pour négocier en personne — — pour perdre dans un jour, ce qu'Il ne retrouvera, ce qu'Il ne réparera.

R.

jamais. — Dans l'ivresse de ces déplorables entrevues, on ne s'occupa de l'Angleterre que pour l'insulter. Toute autre affaire arrangée, la Prusse, une partie de la Pologne, l'Allemagne entière sacrifiée, l'Empereur de Russie réduit lui-même à la nullité politique la plus complète, privé ~~par le traité même~~, de toute espèce de moyens, pour donner du poids à son intervention, on imagina un article, par lequel Bonaparte consentit à accepter la médiation de la Russie, pour une paix définitive avec l'Angleterre, sous condition que le

Gouvernement Anglois accéderoit de sa part à cette médiation "dans l'espace d'un mois"; article aussi injurieux par la forme, que vain & illusoire par le fond. Car l'Empereur de Russie avoit beau promettre à l'Angleterre "qu'Il auroit soin de lui (faire) obtenir des conditions honorables," Il n'étoit plus maitre de sa parole; par l'acte même qui stipuloit sa médiation, Il s'étoit depouillé de tout ce qui auroit pu la rendre efficace.

Si le Ministère Anglois a rejetté ce phantôme de médiation, il a fait ce

que tout Gouvernement éclairé, sentant sa dignité & ses forces devoit faire dans des conjonctures pareilles. Encore seroit il essentiel de savoir, à quel point, sous quelles restrictions, & dans quels termes il l'a rejetté. Ceux qui se forment à l'école du Cabinet de St Cloud, aiment trop les inculpations vagues, pour que nous pussions nous attendre de leur part à quelques justes éclaircissemens à cet égard; mais d'autres auront soin de les fournir, & nous verrons alors, si les propositions de la Russie, quelques peu satisfaisantes qu'elles aient pu être, auront été

traitées avec dédain, & repoussées sans mo-
dification.

VII.

"Alors (après la paix de Tilsit) l'An-
"gleterre quitta subitement cette létargie
"apparente, à laquelle elle s'étoit livrée;
"mais ce fut pour jetter dans le Nord de
"l'Europe de nouveaux brandons, qui de-
"voient rallumer & alimenter les feux de
"la guerre, qu'elle ne désiroit pas voir
"s'éteindre."

Nous ferons deux observations sur ce
passage introductoire de l'accusation ca-
pitale contre l'Angleterre; elles nous

conduiront directement à l'analyse de cette accusation.

On s'est beaucoup récrié sur le contraste entre la célérité avec laquelle l'expédition contre le Danemarc a été exécutée, & la lenteur des opérations précédentes de l'Angleterre. Mais on oublie, ou on feint d'oublier, que la véritable cause de cette célérité se trouve dans les grands préparatifs qui étoient faits pour une diversion sur les côtes de l'Allemagne. Ce n'est point, comme on voudroit bien le faire croire, le lendemain de la paix de Tilsit, que le Gouvernement Anglois a quitté

subitement sa létargie apparente", c'est deux mois plutôt que tout étoit prêt pour une grande entreprise. Le sort, & la conduite des Alliés ont rendu celle-ci impossible. Qu'alors ces mêmes réunions de moyens militaires & maritimes, destinées à un tout autre emploi, se soient trouvées en état d'agir au-moment où on a voulu en disposer ailleurs — il n'y a rien là de quoi être surpris. Tant-pis pour l'intérêt général, si les Souverains du Continent ont obligé le Gouvernement Anglois, d'appliquer à un objet particulier, les forces, rassemblées

& organisées, pour seconder des opérations communes.

Mais " ce fut pour jetter de nouveaux brandons &c. &c. — pour alimenter les feux de la guerre, qu'elle ne désiroit pas voir s'éteindre " — De tous les motifs que l'on peut supposer au Gouvernement Anglois, pour expliquer ses démarches contre le Danemarc, celui-ci est sans contredit le plus faux & le plus dénué de raison. Qu'on imagine les intentions les plus perfides, qu'on invente les vues les plus coupables, mais qu'au moins on conserve dans ses accusations quelqu'apparence

de probabilité & de calcul. "Alimenter les feux de la guerre."! — Mais l'Angleterre ne demandoit donc pas mieux, que d'être admise dans les négociations-de-paix; elle l'avoit déclaré chaque fois que l'occasion s'en présenta; seule parmi les puissances en-guerre, elle avoit purement et simplement accepté la médiation proposée par l'Autriche. Lui attribuer un désir général, de perpétuer la guerre pour la guerre, & dénoncer l'expédition contre le Danemarc, comme un moyen d'arriver à ce but — c'est raisonner d'après une logique, qui devroit être une-fois-pour-toutes abandonnée aux folliculaires

Français ; elle est indigne de tout autre adversaire.

Pour substituer à ces vaines déclarations une idée exacte des motifs, qui peuvent avoir guidé l'Angleterre, ouvrons ici la discussion des griefs appartenant à l'affaire de Copenhague, par un exposé simple & vrai de la situation, où se trouvoit le Cabinet de Londres à l'époque, où ses flottes sont parties pour reconnoître l'état des choses dans la Baltique. — Les évènemens des mois de Juin & Juillet avoient naturellement répandu en

Angleterre la plus grande & la plus juste consternation: Se voir exclu des négociations, repoussé par ses derniers Alliés, réduit à une terrible solitude vis-à-vis de ce Continent, courbé sous son mortel ennemi, auroit été, sans aucun surcroit de dangers, un ample sujet d'alarmes & d'inquiétudes pour le Gouvernement Brittannique. Mais — qui ôseroit encore le nier aujourd'hui! — ces mêmes conférences de Tilsit, indépendamment de l'abandon général, auquel elles alloient livrer l'Angleterre, annonçoient encore un caractère & des vues, décidemment hostiles à ses intérêts.

Chaque récit de ces conférences répandoit sur la surface de l'Europe, les propos les plus outrageans, les menaces les plus vio-lentes contre l'Angleterre; il n'étoit plus question que d'un plan concerté pour la punir, comme auteur de tous les maux, sous les-quels gémissoit l'humanité; on publioit partout avec fracas, que des toasts "à la liberté des mers" &c &c avoient été portés dans les réunions les plus puissantes. Comme personne ne se donna la peine de démentir un seul de ces bruits, de rassurer l'Angle-terre sur une seule de ces prédictions me-naçantes, le cri public devenoit une espèce

d'autorité au milieu du silence des cabinets, & des symptômes les plus suspects & le plus sinistres. Mais quand aussi on auroit complètement dédaigné les rapports injurieux & alarmans, dont les gazettes fesoient retentir l'Europe, il y en avoit assez dans la composition même du congrès de Tilsit, pour justifier toutes les craintes, & autoriser tous les soupçons. Cette harmonie cette intimité subite après tant d'acharnement & de fureur offroit un phénomène si etrange, si inconcevable, que la moindre chose, nécessaire pour l'expliquer étoit d'admettre,

que celui, qui avoit amené ces entrevues, qui en dirigeoit la marche, qui en fixoit les résultats, qui en recueilloit seul la gloire & le profit, devoit avoir trouvé le moyen, d'opérer une révolution totale dans les principes, & les dispositions de l'Empereur de Russie. Mais cette explication une fois admise — & chaque jour la rendoit plus vraisemblable — à quel terme pouvoit-on raisonnablement s'arrêter? Le passage d'un systême à un autre avoit été si brusque, &, à en juger d'après les données connues, si complet, qu'on avoit

bien le droit de mettre en doute, qu'une seule des anciennes bases fut restée debout. Ce doute acquéroit une force particulière pour tout ce qui regardoit l'Angleterre. Le projet d'humilier cette puissance avoit occupé de tout tems la place principale dans les vastes desseins de Bonaparte; depuis que le Continent entier eut plié sous ses armes & sous ses loix, c'étoit le seul qu'il lui restat à poursuivre. L'usage le plus intéressant à faire de cet ascendant personnel, qu'il avoit subitement gagné sur l'Empereur

de Russie, étoit donc de l'irriter contre l'Angleterre, & de l'associer autant que possible à ses vues d'ambition & de vengeance. Que pendant quinze jours d'entretiens continuels, un homme dans la situation, où il se trouvoit, profondément pénétré de son objet, puissant, victorieux, réunissant tous les moyens de persuasion à tous les moyens de supériorité & de crainte, parviendroit à entrainer un Prince, dont les vertus mêmes & les intentions louables, ne servoient dans cette conjoncture critique, qu'à le rendre plus accessible à la séduction — voilà

ce que sans excès de défiance il étoit bien permis ~~d'entrevoir~~ de craindre, voilà ce que la prévoyance la plus commune suffisoit pour anticiper, & ce qui n'a été que trop confirmé par la suite des évènemens.

Telle fut la funeste position des choses, lorsque le Gouvernement Anglois résolut d'envoyer une escadre formidable dans la Baltique. Les deux puissances, qui commandoient l'entrée de cette mer, étoient les seules du Continent — car *l'Autriche* n'existoit déjà plus *pour l'Angleterre* — qui n'eussent pas encore

définitivement succombé au pouvoir colossal de la France. Il y avoit peu à craindre pour la Suède ; sa situation géographique, & bien plus que cela, le caractère, les principes, les sentimens élevés de son Souverain, répondoient de sa persévérance ; mais le Dânemarc ayant observé depuis long-tems une neutralité précaire et impuissante, se trouvoit dans ce moment décisif, menacé sur ses propres frontières par une armée nombreuse qui n'attendoit qu'un signal pour l'envahir. Les Français pouvoient être

à Copenhague en moins de quinze jours; & alors non-seulement le passage du Sund, qu'ils auroient obstrué par tous leurs moyens, réunis à ceux du pays conquis, étoit rendu extrêmement dangereux; mais de-plus, fidéles au systême, qu'ils avoient par-tout exécuté, ils s'emparoient de la marine Danoise, & en faisoient un instrument de leurs projets. C'est pour prévenir un évènement pareil, dou-blement redoutable dans un moment, où tout se déclaroit pour l'ennemi, que les Ministres Anglois formèrent le plan, de gagner cet ennemi de vitesse, & de

s'assurer du Danemarc & de ses ressources, soit par les négociations, soit par la force des armes. Probablement aussi l'intention secrete d'en imposer par cette démarche à la Russie dont l'attitude dévenoit chaque jour plus équivoque, étoit entrée pour quelque-chose dans leurs projets. — Nous n'examinons point ici, si les calculs, sur lesquels reposoient ces projets, étoient bons ou mauvais en eux-mêmes; il nous suffit pour le moment, de les avoir présentés, tels qu'ils furent, comme les seuls qui dirigèrent ces Ministres,

comme les seuls, sur lesquels on doit juger leur conduite, soit pour les accuser, soit pour les justifier. Tout ce qui a été débité de plus par-rapport à l'origine de ce plan apartient aux men„songes ou aux chimères. Ni animosité, ni vengeance, ni ambition, ni projet de conquête, ni espoir de s'enrichir, ni désir de prolonger la guerre, ni aucun autre intérêt particulier, ni aucun de ces absurdes motifs, que leur prêta la perfidie des uns, & la crédulité inepte des autres, n'ont eu part à leur détermination.

VIII.

" Ses flottes parurent sur les côtes du
" Danemarc pour y exécuter un acte - de -
" violence, dont l'histoire, si fertile en
" exemples, n'en offre pas un seul de pa.
" reil &c &c &c &c &c "

En abordant le fond de cette question, il sera avant-tout indispensable, d'indi„ quer avec précision, le point-de-vue sous lequel nous comptons la traiter. Il s'agit de répondre aux griefs du Cabinet de St. Petersbourg ; c'est donc à lui que doit se rapporter toute la marche de nôtre discussion. Pour cet effet, il faut exa„ miner

d'abord, si la conduite du Gouvernement Anglois est condamnable en elle-même, d'après les principes généraux, qui doivent servir de guide dans un procès pareil; & ensuite, si la Cour de Russie a bien ou mal fait de se constituer accusatrice dans celui-ci. Ce n'est ni comme Anglois, ni comme Danois, qu'il nous conviendra d'envisager cette affaire. Les uns & les autres peuvent s'en prendre aux auteurs de l'expédition contre Copenhague, pour des raisons d'un genre différent, mais également étrangères au reste des contemporains, & très-étrangères à la Russie.

Un Anglois pourroit désapprouver cette expédition, en la jugeant mal calculée, & contraire à l'intérêt de son pays. Les opinions à cet égard paroissent très-partagées en Angleterre; & ce qui est vrai, c'est que les avantages auxquels on a pu s'attendre se trouvent contre-balancés par de grands inconvéniens. Celui qui veut s'appesantir sur les derniers, peut dire, que par le mal qu'on a fait aux Danois, en portant la guerre sur leur territoire, et en leur enlevant leurs forces maritimes, le principal but de l'entreprise n'a pas même été rempli de moitié, puisque le pays, quoique

privé d'une partie considérable de ses ressources, est resté à la disposition des Français, & a même été précipité dans une alliance, qui en hâte & achève l'asservissement. — Il peut dire encore que le mauvais effet, que cet évènement a produit sur l'opinion publique, graces aux nouvelles diffamations, qu'y a puisées le maître du Continent, à l'industrie infatigable de ses organes, à la déférence aveugle de ses victimes, à la disposition générale des esprits, doit détériorer la cause de l'Angleterre, bien plus qu'elle ne sera relevée & fortifiée par l'affoiblissement

d'une puissance subalterne. — Il peut dire enfin, que c'est l'affaire de Copen-hague, qui a encouragé l'Empereur de Russie à ne plus garder de mesure avec l'Angleterre ; car quelque peu problé-matiques que soient aujourd'hui les véri-tables causes du changement de système, que nous avons vu s'opérer en Russie, il falloit peut-être, pour le faire écla-ter, une prétexte aussi commode & aussi spécieux, que celui qu'a fourni cette affaire. — Sous tous ces rapports-là, auxquels nous avons touché exprès, pour que rien ne soit louche dans cette

discussion, un Anglois pourroit critiquer son Gouvernement, comme ayant joué le jeu de son ennemi.*, Mais aucune de ces considérations, d'intérêt politique, fondées ou non, ne peuvent servir les autres puissances; chacun fait pour soi ses bons et ses mauvais calculs; et si en

---

*, Loin de nous cependant de croire, qu'il n'y auroit pas moyen de repondre à ces critiques. Car, si, par exemple il étoit prouvé, que dans les déclarations secrètes de Tilsit des projets positivement hostiles avoient été arrêtés contre l'Angleterre, ou même que pour exécuter ces projets on avoit compté sur les forces

dernière analyse l'Angleterre avoit plus perdu que gagné par sa rupture avec le Danemarc, ses accusateurs au-moins ne devroient pas se trouver parmi ceux, qui, profitant de ses pertes, ne peuvent que jouir de ses erreurs.

---

du Danemarc — l'expédition Angloise, dictée par une nécessité absolue, auroit été aussi sage que légitime. Ce qui nous porte à suspendre nôtre jugement, c'est que pour prononcer sur la bonté politique d'une mesure, il faut être complêtement instruit des motifs qui ont dirigé ses auteurs; et jusqu'à présent (17 Decembre) nous ne connoissons

Nous nous croyons également dis pensés d'entrer dans les griefs des Danois. Ils sont fondés sur un sentiment national plus fort que tous les calculs. Un Danois est parfaitement excusable, en ne consultant dans toute cette affaire, que les maux, qu'elle a attirés sur son pays. Il voit ce pays, victime d'une lutte terrible entre

---

qu'une partie de ceux, qui ont pu agir sur le Ministère Anglois.

deux antagonistes étrangers ; et sans trop examiner, lequel des deux est foncièrement la cause et l'auteur de tout ce qui arrive aujourd'hui, il s'en tient à celui, qui lui porte directement le coup. Il est impossible de ne pas croire, qu'il se trouvera en Dânemarc même des hommes plus éclairés que la multitude, qui jugeront le cas tel qu'il est, et qui se garderont de donner de leur part dans les cris forcenés des feuilles publiques ; mais dans un moment,

comme celui-ci, ces hommes doivent se renfermer dans le silence; le mal que le Danemarc a souffert est réel et présent; et l'indignation produite par le désespoir, ne se soumet guères aux raisonnemens politiques.

Pour déterminer d'une manière satisfaisante, si l'expédition des Anglois contre Copenhague méritoit d'être denoncée à l'Univers, comme "le plus abominable des forfaits", comme "un acte de violence dont l'histoire ne présente

pas d'exemple" &c &c il faut examiner le <u>principe</u> de cette mesure, et la juger dans son rapport général avec les circonstances extraordinaires qui l'ont fait naître.

Aussi long-tems que l'Europe présentoit un assemblage d'états indépendans, ne reconnoissant d'autre loi commune, que celle qui leur étoit imposée par des engagemens librement

contractés, ou par les préceptes de la morale universelle, il existoit des règles connues, qui fixoient pour chacun de ces états les bornes de son propre pouvoir, & ses relations générales avec les autres; il existoit un droit-public parmi les nations civilisées. Deux puissances pouvoient être en guerre, pour des intérêts contradictoires ou problématiques, sans que rien fut changé dans leurs rapports avec ceux de leurs voisins, qui vouloient rester étrangers à leur dispute. Neutralité, & droits de la neutralité étoient des termes, douteux quelquefois pour leur étendue, mais

parfaitement déterminés pour leur essence; & la résolution d'une puissance belligérante, de se servir de la force contre un état neutre, pour l'engager à prendre part à ses querelles, auroit été, dans toutes les suppositions, un acte injuste & cruel.

Mais cet état des choses n'est plus. Les gouvernemens indépendans ont disparu. Leurs possessions, leurs titres, leurs limites, leurs traités, leurs droits, leurs obligations mutuelles — tout est aujourd'hui effacé ou confondu. Le Continent entier a plié sous la loi d'un seul homme.

Si l'une ou l'autre des anciennes puissances soutient encore une indépendance nominale, ce qui lui est resté d'autorité et de ~~[illegible]~~ pouvoir, ne se réduit qu'à l'administration intérieure ; dans tout ce qui est rapport politique, mesure générale, & ensemble du système fédératif, aucune n'a plus ni force, ni volonté. — La Russie, moyennant sa position, son vaste territoire, & l'esprit militaire de ses peuples, auroit pu se soustraire au sort commun ; mais en adoptant, soit par entrainement, soit par crainte, les vues, les projets, les maximes, tout le

système politique du gouvernement domi-
nateur, elle s'est placée vis-à-vis de
celui-ci en état d'infériorité réelle; &
la seule différence, qu'il y ait aujourd'hui
entre la Russie & ses voisins, c'est qu'elle
peut encore (jusqu'à ce qu'il soit trop
tard) retourner à son ancienne indépen-
dance par quelque grand effort d'énergie & de sa-
gesse, tandis que ceux-ci ne peuvent plus
sécouer le joug, que par une espèce d'in-
surrection universelle, par une révolution
fondamentale & éclatante qui embrasse-
roit la totalité du Continent.

L'Angleterre est restée intacte

au-milieu de cet affreux bouleversement ; mais à-mesure que le torrent dévastateur a emporté tout ce qu'il a atteint, la guerre, à laquelle elle se voit condamnée avec cette même puissance colossale, qui a déchainé cet orage sur l'Europe, a dû prendre aussi un caractère universel & colossal.

Cette guerre n'a aucun point de ressemblance ou d'analogie avec aucune des guerres précédentes. Elle est aussi unique par sa <u>composition</u>, que par son <u>objet</u>.

Par sa <u>composition</u> ; car jamais on n'a vu toute la masse des peuples civilisés, placée & disposée de manière, que tous,

à l'exception d'un seul, en-butte aux ef-
forts hostiles des autres, se fussent trouvés
réunis dans une même direction, & gou-
vernés par une seule volonté. — Par
son *objet*; car cette guerre n'est point une
guerre de limites, ou de succession, ou
de droits-contestés, ou d'équilibre, ou
même d'ambition ordinaire; il ne s'agit
pas de moins que de déterminer, si à-côté
de ce pouvoir monstrueux, formé de toutes
les forces du Continent, sous les ordres des-
potiques de la France, l'Angleterre
doit continuer d'exister, ou si celui, qui
a tout englouti, doit finir par engloutir

l'Angleterre, & complétez ainsi le plus vaste système de domination qu'on ait vu, qu'on ait rêvé sur la terre. — Qui ôseroit, dans une lutte d'un genre si nouveau, invoquer le droit-public & les traités ? Où est donc aujourd'hui, & où est notamment pour l'Angleterre l'ancien droit-public de l'Europe ? Que sont devenus les traités qui subsistoient entr'elle & le Continent ? Les états qui avoient signé ces traités, dont les droits & les obligations réciproques avoient composé ce droit-public, sont tous, ou totalement dissous, ou tellement enchainés par la

France, que l'Angleterre n'a plus même le moyen, de leur rappeler leurs anciennes relations, de leur adresser la moindre remontrance, d'apprendre leurs dispositions envers elle, ou de leur faire connoître les siennes. La guerre entre l'Angleterre & la France, on ne peut pas le dissimuler, est devenue par l'asservissement de l'Europe un combat de tous contre un seul; elle l'est devenue depuis le moment, que l'Empereur Alexandre s'est exposé à la défaite de Tilsit, défaite personelle, mille & mille fois plus décisive & plus

funeste, que toutes les batailles d'Austerlitz & de Friedland. — Tout ce qui lioit l'Angleterre aux autres puissances, a été cassé, détruit, & submergé dans ce grand acte de suicide politique, qui a donné l'Europe a Bonaparte. — L'Angleterre est rentrée envers le Continent dans les simples relations de l'état-de-nature; elle ne doit à ses anciens associés, dont une force majeure la sépare, que l'observation de certaines règles morales, applicables même hors de l'enceinte de la société. Quant aux obligations proprement dites, elle n'en a plus vis-a-vis d'aucun de ceux, qui adoptent les principes,

exécutent les ordres, & suivent les destinées de son ennemi. Quant aux <u>droits</u>, on ne lui a laissé que celui de s'occuper de sa propre conservation ; ce droit considéré comme suprême dans tous les tems ; est maintenant le seul, qui puisse la guider ; & tout ce qui est nécessaire pour le soutenir, est par-cela même juste & légitime. Autant que l'on peut comparer les rapports des nations entr'elles à ceux des individus dans l'ordre civil, la situation présente de l'Angleterre ressemble à celle d'un particulier, dans un pays, où par quelque convulsion générale tous les élémens de l'ordre public se trouveroient

anéantis. Se joueroit-on assez du bon-sens, pour prétendre que ce particulier, réduit à se fortifier dans son chateau, & à y défendre à ses propres dépens, sa vie, sa famille, & sa fortune, contre les attaques d'une multitude féroce, se tienne avec un respect religieux dans les bornes préscrites par les institutions civiles, néglige ses moyens de résistance pour ne pas toucher à un champ étranger, s'abstienne de porter aux assiégeans un coup qui peut décider de son salut, pour ne pas endommager la ferme de son voisin ? Le renverroit-on aux tribunaux renversés, aux lois qui ne sont

plus, aux magistrats — confondus avec la foule, à la force armée — *sortie* des mains tutélaires auxquelles elle étoit jadis confiée, & n'existant plus que pour achever le désordre, & consommer la démolition du régime social ?

échappée

Rien n'est plus déplacé & plus dérisoire que de parler encore de *neutralité* après tout ce qui s'est passé en Europe. L'idée de la *neutralité* est à jamais inséparable de celle de l'*indépendance*; de quel droit y prétendroit-on aujourd'hui, où chaque trait du tableau de l'Europe nous présente un symbole ou un effet de

la servitude la plus déplorable? — Quoi? une puissance réputée du troisième ou quatrième ordre, lorsqu'on comptoit encore par puissances indépendantes, se seroit tout-de-bon imaginée de conserver sa neutralité, quand peu de semaines ont suffi pour raser les empires les plus puissans? Un pays de seize-cent-mille habitans se seroit flatté d'échapper à un joug, que portent déjà plus de quatre-vingt millions d'hommes? — Si le Danemarc a pu rester tranquille jusqu'à l'époque de la paix de Tilsit, il le devoit à l'impossibilité physique, où se trouvoit le conquérant

universel, de s'emparer à-la-fois de tous les objets qui engageoient son ambition; mais enfin, son heure avoit sonné; les armées Françaises étoient sur ses frontières, pour l'instruire de ses nouvelles destinées. Que celui qui n'avoit rien respecté, accorderoit à ce pays seul le privilège d'une liberté intacte — voilà ce qu'aucun effort de crédulité n'eût pu revêtir d'une couleur de vraisemblance. Il pouvoit avoir quelque bonne-raison, pour retarder la catastrophe du Danemarc, quoique ceci même ne fut point-du-tout probable; mais lorsqu'il tient à la volonté d'un

homme de signer Votre arrêt de mort dans telle heure qui lui paroîtra la plus convenable, on a déjà perdu le droit de se réclamer de son indépendance. D'ailleurs Bonaparte avoit eu soin d'annoncer ses intentions à cet égard de la manière la plus catégorique. Il avoit déclaré & répété cent fois, que dans sa lutte avec le Gouvernement Anglois il ne pouvoit y avoir de neutralité; que la moindre indulgence pour l'Angleterre étoit un acte de trahison, un délit contre l'intérêt de tous les peuples. Il avoit solemnellement proclamé ce système,

lequel, par ses victoires, par ses usurpations, & par une quantité innombrable de mesures ~~[illegible]~~ arbitraires & ~~[illegible]~~ oppressives, se trouvoit depuis long tems en état de pleine exécution. L'Angleterre étoit donc parfaitement autorisée à agir d'après ce même systême. Elle avoit le droit incontestable, de prévenir, ou d'émousser le coup, que son ennemi méditoit contre le Danemarc, le droit de pourvoir à sa sureté, soit en engageant, ou en forçant cette puissance à faire cause-commune avec elle, soit au moins en lui ôtant des ressources, qui dans

l'extrémité où elle étoit réduite n'étoient plus que des armes contre l'Angleterre. Le Danemarc étoit placé à-peu-près dans la catégorie de la Hollande, ou de l'Espagne; la différence ne portoit plus que sur des mots; c'est la France, & toujours la France, & rien que la France qui fut attaquée sous les remparts de Copenhague.

En voilà assez pour le principe de cette mesure; arrêtons-nous un moment sur la manière dont elle fut exécutée. On commença par une négociation; nul doute, que le Gouvernement Anglois n'eut sincèrement désiré sa réussite; comment croire qu'une

guerre avec le Danemarc eût été l'objet de ses voeux! comment le croire, à-moins d'ajouter foi à ces projets plus stupides encore qu'odieux prêtés aux Ministres Anglois dans ces libelles dégoutans, qu'un mêlange d'aveuglement & de terreur fait passer aujourd'hui pour des évangiles & qui un jour feront rougir nôtre postérité! — "Mais, dit-on, la Cour de Copenhague ne pouvoit pas traiter avec les Anglois, sans s'exposer à tous ces chatimens, que le protecteur de la liberté des mers, inflige aux gouvernemens refractaires"! — Admettons que tel

fut le cas ! L'Angleterre en étoit-elle résponsable ? Avoit-elle désiré, avoit-elle créé un état-de-choses qui transformoit en crime capital chaque démarche qu'une puissance prétendue souveraine pouvoit faire pour s' entendre avec elle ? Devoit-elle sacrifier ses derniers intérêts, pour ménager ceux d'un gouvernement déjà tellement intimidé & paralysé, que l'idée d'une négociation avec l'Angleterre l'effrayoit plus que la perspective d'une invasion prochaine de son pays ? Il faut tout dire.. Si l'Angleterre avoit employé ses forces, sans aucune offre-de-

négociation préalable, sa conduite étoit toujours justifiée par la nécessité suprême & urgente de résister aux projets de son ennemi. Mais le refus de ses propositions ne lui laissoit même plus le choix des mesures. Par ce refus il étoit amplement constaté, que le Danemarc appartenoit à la France; tout ce qui restoit à faire après cela, c'étoit de songer à des moyens efficaces pour priver l'ennemi en chef d'une partie des avantages assez considérables, que lui offroit cette nouvelle conquête. L'acquisition de la flotte Danoise en étoit le plus intéressant.

Plus le Danemarc y attachoit de prix, & plus il étoit indispensable d'empêcher, que cet objet important ne devint la proie de celui, qui par le simple progrès de ses envahissemens, sans compter les motifs particuliers qui le portoient à effectuer celui-ci, devoit être dans très-peu-de-tems maître absolu du pays & de toutes ses ressources. Le bombardement & la prise de Copenhage, ne furent, comme tout-le-monde sait, que les moyens d'arriver à ce but; & comme il n'en existoit plus d'autre, quelque pénible que put être la résolution, il falloit bien s'y déterminer.

Peu de choses ont plus douloureusement

manifesté à quel point l'opinion des contemporains est égarée, empoisonnée, & pervertie, que la rage, le soulèvement général, excité contre le Gouvernement Anglois par cette malheureuse affaire de Copenhague. Si nous pourions même effacer & oublier tout ce que nous venons de développer en faveur du principe de cette mesure, si nous pourions la juger comme le public, en seroit-il moins difficile de concevoir, que dans un siècle familiarisé avec les attentats, nourri, rassasié de forfaits, l'indignation, si long-tems endormie, se réveille subitement avec fracas pour

dénoncer un seul acte de violence? — Comment? Tandisque d'un bout du Continent à l'autre un despotisme sans frein & sans pudeur, défait & refait à son gré les empires & les souverainetés; dispose des peuples comme de vils troupeaux, menace les Rois de la perte de leurs couronnes, s'ils n'épousent pas ses griefs contre une puissance, qu'ils ne connoissent que par le bien qu'elle leur a fait; les déclare déchus de leur trône pour avoir délibéré huit jours sur cette menace; se joue des traités les plus solemnels, pour exercer ses droits de conquête sur des pays

même qu'il s'étoit engagé à restituer; promène par toutes les parties de l'Europe le vain phantôme d'une prétendue "tyrannie maritime" pour en couvrir un système inoui d'exactions, de confiscations & de pillage; détruit pour sacrifier à ses passions, l'industrie, le commerce, les ressources, la prospérité de tous les pays, de ceux même qu'il affecte de protéger, s'empare de toutes les communications, intercepte toutes les correspondances, met toutes les nations en-interdit, sous prétexte d'y mettre l'Angleterre, ne nous laisse enfin pour

toute espérance que l'excès même de son oppression, trop cruelle pour être durable, — tandisque cette carrière d'atrocités se poursuit avec un succès toujours croissant, au milieu du plus lâche silence, ou des applaudissemens les plus scandaleux, cent-mille voix s'élèvent tout-à-coup lorsqu'il arrive au Gouvernement Anglois de se décider à une démarche — sévère, qui pourroit le nier — mais dictée par les circonstances les plus impérieuses et provoquée par un acharnement sans exemple! — L'Europe entière est livrée à toutes les souffrances, puisqu'il convient

à un seul Ambitieux d'en faire l'instru-
ment de sa colère ; la <u>neutralité</u> est
traitée par-tout comme le plus impar-
donnable des <u>crimes</u> ; le plus leger soup-
çon de connivence avec ceux dont il a juré
la déstruction, suffit pour Vous faire
partager leur disgrace, pour Vous expo-
ser aux plus affreuses catastrophes ; —
n'importe ! C'est "l'homme immortel"
c'est "le héros du siècle" qui le veut.
Mais l'Angleterre riposte à-la-fin, en
exigeant d'un seul Gouvernement, qu'il
prenne fait et cause pour elle, ou qu'il
se soumette à quelque privation passagère. —

aussi-tôt les cris de fureur se font entendre; le dictionnaire des injures est épuisé; les langues ne fournissent plus assez de termes pour caractériser tant de scélératesse! — Le sang coule partout à grands flots; vingt pays naguères florissans, devenus les théâtres des combats, sont dépeuplés, ravagés, plongés dans la plus effroyable misère; Neisse, Cosel, Colberg, Graudenz, Dantzig, éprouvent à la fois toutes les horreurs d'un siège prolongé; — on leur accorde à peine une mention honorable. Mais les Anglois débarquent en Danemarc! Copenhague

est bombardé pendant trois jours! cinq-cens personnes y perissent! — Ah! "Jamais les annales du monde n'ont présenté un forfait pareil." — Si cette partialité odieuse et révoltante, étoit réservée aux feuilles du Gouvernement Français, on n'en seroit ni surpris, ni singulièrement affecté; mais lorsqu'on voit les opprimés faire chorus avec l'oppresseur — toutes les idées se confondent; c'est le cahos, qui a remplacé l'ordre, ~~ou~~ ~~[illegible]~~, et les ténèbres qui ont succédé à la lumière.

Cependant de tout ce qu'il y a d'affli-geant

dans cet aveuglement mortel, rien ne l'est à un dégré plus sensible, que la part, que nous y voyons prendre la Russie. Bien loin d'avoir aucun motif raisonnable, pour se joindre aux détracteurs de l'Angleterre, elle en avoit au-contraire les plus puissans, pour la traiter avec la plus extrême indulgence, pour expliquer en bien tout ce qu'elle faisoit dans sa position critique, pour passer même sur telle de ses démarches qui n'auroit point paru parfaitement justifiable. — Voici quelques-uns de ces motifs; la liste en est trop longue, pour que nous puissions les specifier tous.

D'abord, la conservation de l'Angleterre est un objet si intéressant pour la Russie, que l'Empereur, quelque-chose que l'on ait pu lui arracher à Tilsit, n'auroit jamais dû renoncer au principe de favoriser au-moins en-secret les efforts, indispensables à cette puissance, pour braver la tempête, qui la menace. Nous n'entendons pas même alléguer ici, cet intérêt, très-grand à-la-vérité, et néanmoins d'un rang secondaire, qui attache la prosperité de la Russie à ses rélations commerciales avec l'Angleterre *; c'est la

*, Quand on sait, que dans les huit premiers mois de l'année 1807.

situation générale, c'est l'existence politique de cet Empire, qui nous occupe. Après ce qui s'est passé sous nos yeux, tout le monde

---

la valeur des marchandises <u>importées</u> dans le port de <u>Petersbourg</u> étoit de 13,672,903 roubles, celle des marchandises <u>exportées</u> de 21,613,147 — balance en faveur de l'<u>exportation</u> = 7,940,244 — et dans le port de <u>Riga</u> la valeur des marchandises <u>importées</u>, 2,295,851, celle des marchandises <u>exportées</u> 4,609,949 — balance en faveur de l'<u>exportation</u> (en deduisant encore de l'importation <u>la somme de 1,386,038 roubles en numéraire</u> qui y est comprise) = 3,700,136 — et quand on pense, que ces énormes benefices sont dus presqu'exclusivement au commerce qui se fait avec l'Angleterre — on en a assez pour juger cette partie du tableau.

doit bien reconnoitre, qu'il n'y a plus d'équi-
libre quelconque entre les forces solitaires et
séquestrées de la Russie, et celles de cette immen-
sité d'états réunis dans les mains de la
France; que ses frontières même, que ses plus
précieuses provinces ne sont point garanties
contre les coups, que peut lui porter cette puis-
sance gigantesque, qui la touche, qui la presse
aujourd'hui d'un côté, où elle est particulière-
ment vulnérable; que, si tant est qu'elle
défende son territoire, c'en est fait pour long-
tems de son influence, de sa considération,
de tous ses rapports fédératifs, si la France
conserve son pouvoir, ou si, comme tout le

présage, elle parvient même à l'étendre et à le consolider; qu'enfin — il faut des Alliés à la Russie, soit qu'elle ambitionne de remonter à la place d'où elle vient d'être culbutée par les derniers évènemens, soit qu'elle veuille seulement se maintenir telle qu'elle est, et se réserver pour des conjonctures plus propices. Ces Alliés — elle les cherchera en vain parmi tout ce qui l'entoure sur le Continent; le tems des cöalitions est passé, toute idée de résistance a disparu; respirer, végéter en paix, voilà le seul principe politique, admis, toléré dans les Cabinets.

Mais la puissance maritime de l'Angleterre a survécu à l'humiliation de l'Europe ; elle seule peut balancer jusqu'à un certain point le pouvoir démesuré de la France. Heureusement, (pour peu que la Russie ne méconnoisse pas son avantage réel) heureusement que par la nature des choses cette même puissance maritime ne sauroit jamais dévenir nuisible à la Russie ; quelqu'ascendant, quelque développement qu'elle acquière, aucun des véritables intérêts de celle-ci n'en recevra la moindre atteinte ; elle est toute bienfait pour cet empire ;

si elle avoit été créée exprès pour le servir, elle ne rempliroit pas mieux son but. En agissant donc contre l'Angleterre, en augmentant ses embarras, en affoiblissant, et en dépopularisant sa cause, le Cabinet de St. Petersbourg fait la guerre à ses propres intérêts; il brise de ses mains la dernière planche-de-salut, que le naufrage universel lui avoit laissée; il délivre ce colosse redoutable, qui tôt ou tard doit l'écraser à son tour, lorsqu'il ne lui restera plus rien à démolir, il le délivre, autant qu'il est en lui, de la seule

barrière efficace, qui arrête encore, et qui retardera au-moins la consommation de ses vastes projets. — L'évidence de ces vérités est telle, que le plus intrépide des sophistes essayeroit en-vain de les ébranler. Il est donc également évident, qu'en dépit même de toute modification, forcée ou gratuite, dans l'une ou l'autre partie du système politique de la Russie, ni calcul, ni condescendance, ni humeur, ni mécontentement quelconque n'auroient jamais du engager ce cabinet à se déclarer ouvertement contre les Anglois. Si telle mesure, que les circonstances suggéroient à ceux-ci, étoit

contraire aux principes de l'Empereur, ou repugnoit à ses affections particulières, ou paroissoit incompatible avec ses intérêts, ou l'embarrassoit dans sa marche politique, la voie des remontrances confidentielles, étoit la seule, et toujours la seule, que la sagesse prescrivait ~~voit~~ de choisir. De tous les inconvéniens passagers aucun n'étoit comparable pour la Russie à celui d'une rupture avec l'Angleterre. Car les Anglois, pour dire la chose absolument comme elle est, auroient pu, en suivant le grand modèle de nos jours, piller tous les magazins de Copenhague, mettre à Contribution le dernier hameau

du Danemarc, déclarer la dynastie régnante déchue de son trône, et envoyer le Prince Royal à Tranquebar; et l'Empereur de Russie en eut éprouvé la plus forte, et la plus juste indignation, que l'Angleterre n'en seroit pas moins restée l'Allié le plus précieux de la Russie, que la prudence, et la bonne politique, n'en auroient pas moins commandé à l'Empereur de dissimuler ses griefs, et de sacrifier tous ses ressentimens à l'intérêt suprême de son pays.

Des motifs de décence et de dignité se joignoient à ces considérations majeures,

pour détourner le Cabinet de St. Petersbourg de toute exposition publique de ses plaintes, réelles ou imaginaires; et sur tout de ce ton de hauteur, de sévérité et d'amertume, qui règne dans celle, que nous analysons. — Six mois se sont à-peine écoulés depuis que dans une quantité de pièces sorties des bureaux de la Rußie, dans des Manifestes solemnels du Souverain, dans des déclarations des Généraux-en-Chef, dans des prières et des anathêmes publics, la personne et le systême de Bonaparte avoient été dénoncés à l'Univers, comme les plus épouvantables fléaux, par lesquels

la colère du ciel ait jamais visité la terre. — Une entrevue de quelques jours a tout changé. Les éloges ont remplacé les imprécations; l'admiration a succédé à l'horreur. — Après un pareil effort d'indulgence, (pour employer le terme le plus modéré) on se seroit attendu à un peu moins de rigueur pour ce qu'il pouvoit y avoir de répréhensible dans la conduite d'un ancien ami, d'un des gouvernemens les plus respectables, et naguères les plus respectés de l'Europe. La situation même où se trouvoit ce gouvernement, persécuté sans relâche

par un ennemi puissant et acharné, qui dispose de toutes les presses du Continent, accablé d'un torrent d'invectives, de mensonges et de calomnies, que vomissent chaque jour contre lui des milliers d'infâmes gazettes, et privé de tout moyen de défense, puisque celui qui parleroit en sa faveur, s'exposeroit à une proscription générale; cette situation vraiment cruelle auroit du, à ce qui paroît, déterminer le Cabinet de Russie à des ménagemens dictés par la délicatesse. Le contraste entre la facilité, avec laquelle il a pardonné à Bonaparte, d'avoir mis

l'Europe entière en combustion, et cette sévérité extrême contre l'Angleterre, pour le mal qu'elle a fait à un seul petit pays est d'autant plus étrange et choquant, que même après cette fameuse convention de Tilsit les actes arbitraires, les mesures révolutionnaires, les vexations, et les usurpations, exercées par le Gouvernement Français, n'ont pas discontinué un instant. Aucun de ces traits caractérisistiques, pour lesquels les manifestes de la Russie l'avoit voué à l'exécration générale, ne s'est effacé

depuis cette époque. Bien loin de s'adoucir, son despotisme a redoublé de force. La famille régnante de Portugal a été chassée de son pays et de l'Europe, en dépit de tout ce qu'elle avoit fait pour anéantir jusqu'au dernier prétexte, dont on eut pu colorer cette atrocité. Les côtes, les villes maritimes de l'Allemagne ont été mal-traitées, ruinées, condamnées à toutes les privations, par des décrets, qui outre le droit du plus fort, n'avoient pas même de fondement ostensible puisque jamais on ne s'est donné la

peine d'expliquer sous quel titre on les opprime. La Reine d'Etrurie vient de perdre son trône, en vertu d'un ordre secret; une quantité d'autres révolutions sont attendues chaque jour en Italie. Les états du Roi de Prusse se trouvent constamment occupés par les Français; depuis six mois, qu'il auroit du y rentrer, ce malheureux Souverain, réduit au territoire de Memel, voit succomber ce qui lui restoit de provinces au poids des contributions prolongées, et de l'odieuse administration des Commissaires. Aucune

plainte, aucune protestation ne se fait entendre de la part de la Russie, quoiqu'une partie de ce régime despotique se déploye, pour ainsi dire, à sa porte, quoique la voix de l'amitié et de l'honneur se réunisse aux plus grands intérêts politiques pour solliciter son intervention. — Et dans ce même moment de tolérance, d'apathie, et de résignation, le Cabinet de St. Petersbourg va s'armer de tout son courroux, pour foudroyer le Gouvernement Anglois !

Mais ce qui achève la bizarrerie

de cette conduite c'est le langage qu'a adopté ce Cabinet relativement à la Cour de Copenhague. — Nôtre but n'étant pas de faire des épigrammes contre le Prince Royal du Danemarc, nous ne relèverons point ce qui regarde sa personne ; nous nous contenterons d'observer, que probablement il sera étonné Lui-même de la manière dont on a parlé de Lui ! Mais peut-on garder le sang-froid ou le silence, en lisant dans un manifeste de la Russie, " que par une longue et inaltérable sagesse le Gouvernement

Danois, <u>avoit obtenu dans le cercle des monarchies une dignité morale</u>."[2]

La neutralité, observée par le Danemarc, dans ces longs et terribles combats, qui ont décidé du sort de l'Europe, et changé la face de la société ~~civile~~, étoit tout-au-plus la mesure d'un égoïste, qui ne songe qu'à sauver son coffre-fort, pendant qu'un incendie furieux ravage la ville, où il se trouve, et emporte avec les palais et les temples, la fortune de ses propres parens. Tout ce que l'on peut accorder à cette conduite, en la jugeant avec

un excès de générosité, c'est de l'envi-
sager comme <u>excusable</u> dans tel ou
tel concours de circonstances. Encore
est-il pour le moins douteux, si
une puissance, tenant à un système
fédératif, comme celui que formoit
l'Europe, a le droit de s'isoler
au-milieu des orages, qui enveloppent
toutes les branches de ce système, et
en soulèvent jusqu'aux fondemens;
pour le moins douteux, si dans un
cas pareil la neutralité n'est pas
en contradiction directe avec des obli-
gations morales très-caractérisées,

avec les grands principes de l'ordre public et du devoir commun des Souverains. Mais ce qui est bien clair et positif, c'est qu'à-moins de bouleverser les idées, comme on a bouleversé les états, on ne peut attribuer ni grandeur, ni haute-sagesse, ni sur-tout " <u>une dignité morale</u> " au gouvernement qui a suivi cette route. S'il échappe aux calamités communes (ce qui pourtant à-la-longue ne réussira presque jamais) qu'il s'en félicite tout-à-son aise; mais que ceux au-moins qu'il a abandonnés,

ne se chargent pas de faire son pané-
gyrique! Qui auroit jamais pu
imaginer qu'il viendroit un tems, où
le Cabinet de Russie adresseroit à
celui de Copenhague des éloges publics
sur "Sa longue et inaltérable sagesse"!
Aucune des grandes puissances de
l'Europe n'avoit insisté autant que
la Russie sur le devoir sacré des Sou-
verains de former une réunion sincère
pour la défense de l'ordre établi;
aucune ne s'est élevée avec plus de
vigueur – les archives du Danemarc en
fourniroient les documens en cas de besoin

— contre ceux qui pouvoient sacrifier à un méprisable avantage personnel, les plus grands intérêts de l'humanité. Et aujourd'hui c'est le Chef de cet Empire, c'est l'héritier de Catherine II, qui complimente le Gouvernement Danois sur sa ferme et honorable persévérance — à quoi? — à refuser tout secours quelconque aux puissances, qui se sont battues pendant dix ans, pour prévenir la destruction de l'Europe! En vérité, rien ne pouvoit plus exposer au grand jour la foiblesse radicale de ce

manifeste et le peu de confiance que ses auteurs eux-mêmes ont eu dans la bonté de leurs argumens. Si, pour dénigrer et rabaisser l'Angleterre, la Russie a senti le besoin, de prôner et d'élever le Danemarc la cause qu'elle plaidoit dans cette pièce, devoit être d'un bien mauvais aloi.

IX.

"L'Empereur blessé en Sa "dignité, dans l'intérêt de Ses peu- "ples, dans Ses engagemens avec les "Cours du Nord par cet acte de-

"violence, commis dans la Mer Bal-
"tique, qui est une mer fermée dont
"la tranquillité avoit été depuis long
"tems, et du sû du Cabinet de St.
"James réciproquement garantie par
"les puissances riveraines, ne dissimule
"pas son ressentiment &c. &c. &c."

Après tout ce qui a été dit jusqu'ici, cet article n'auroit plus besoin de réponse. Nous nous y arrêterons toutefois un moment, pour relever l'assertion qui s'y trouve, relativement à la Mer Baltique.

Il n'existe aucun principe de

droit-public, généralement admis et reconnu qui puisse autoriser le Cabinet de St. Petersbourg à soutenir, "que la Mer Baltique est une mer fermée." Cette singulière prétention n'a été mise-en-avant que dans quelques pièces émanées du Cabinet de Copenhague, et dans quelques conventions particulières entre telles et telles puissances de la Baltique, conventions, qui n'étoient nullement obligatoires pour ceux qui n'y avoient jamais consenti, et contre lesquelles le Gouvernement Anglois a constamment protesté dans toutes

les occasions.*) — Mais en supposant même, qu'il en eut été autrement, que la prérogative conférée à la Baltique

---

*) On la trouve pour la première fois dans une déclaration, que le Roi de Danemarc fit remettre aux puissances belligérantes, au mois de Mai 1780; elle reparut ensuite dans les articles séparés de la convention maritime entre la Russie et le Danemarc du 9 Juillet 1780. Dans l'une et l'autre de ces pièces il est dit "que la Mer Baltique étant une mer fermée, incontestablement telle, par sa situation locale, où toutes les nations doivent et peuvent naviguer en paix, et jouir de tous les avantages d'un calme parfait," on prendra des mesures "pour ne pas admettre l'entrée des vaisseaux armés des puissances en guerre dans cette mer;" — "système" —

par une autorité ouvertement incompétente pour donner la loi à toute l'Europe, eut été sanctionnée par l'assentiment général, il n'en seroit pas moins impossible de préten„dre, qu'elle s'étendit à un cas comme ce„lui, que nous discutons à-présent. L'objet

---

ajoute-t-on„ d'autant plus juste et naturel, que les puissances, "dont les états entourent la Baltique jouissent de la plus profonde "paix." — Cette dernière clause indiquera entre autres, combien une stipulation pareille, quand même elle auroit pu lier dans le tems les puissances qui n'y avoient point pris part, seroit inapplicable aux circonstances actuelles.

de ces déclarations n'étoit, et ne pouvoit être, que de défendre aux puissances étrangères, de porter leurs guerres dans la Baltique, d'y commettre des hostilités reciproques, d'y poursuivre les vaisseaux et le commerce de leur ennemi. Mais personne n'a pu imaginer, que l'on songeât a se prévaloir d'un privilège pareil, contre une puissance, qui se trouveroit en guerre directe avec l'une ou l'autre <u>des puissances de la Baltique elles-mêmes</u>. Si tel avoit été le sens d'une mesure déjà suffisament arbitraire, elle auroit donc prétendu <u>garantir de toute guerre maritime</u>

les états assez heureux pour être placés dans cette mer privilégiée ! – Il seroit inutile d'en dire d'avantage contre une assertion qu'on n'a qu'à réduire à ses véritables termes, pour qu'elle se montre dans toute sa nullité

Au reste, *la dignité* de l'Empereur de Russie, n'a été *blessée* par l'expédition de Copenhague, qu'en autant que celle-ci lui a malheureusement inspiré le manifeste, sur lequel nous gémissons aujourd'hui ; *l'intérêt de ses peuples,* étranger à tout ce démêlé, n'en sera affecté, que par la résolution d'envisager

l'affaire de Copenhague comme une raison de se brouiller avec l'Angleterre. Et quant aux engagemens avec les Cours du Nord auxquelles on en appelle ici, pour justifier cette résolution désastreuse, nous prouverons dans les observations suivantes qu'ils étoient depuis long-tems oblitérés par des actes et des engagemens postérieurs.

X.

" Sa Majesté ne prévit pas,
" que lorsque l'Angleterre touchoit
" au moment d'enlever sa proie, elle

"feroit un nouvel outrage au Danemarc,
"et que Sa Majesté devoit le partager.
"De nouvelles propositions furent faites,
"les unes plus insidieuses, que les autres. &c. &c.
" – L'Empereur prévit encore moins qu'on
"lui feroit l'offre de garantir la sou-
"mission du Danemarc, et de répondre que
"cette violence n'auroit aucune suite
"facheuse pour l'Angleterre &c. &c. &c –
"Il ne donna à cette démarche du
"Cabinet de St. James d'autre atten-
"tion que celle qu'elle méritoit, et
"jugea, qu'il étoit tems de mettre
"des bornes à sa modération."

Il faut s'armer d'un nouveau courage pour exposer tout ce qu'il y a d'affligeant dans cet article. Dégagé de toute fausse couleur, et traduit en langue vulgaire, il est proprement de la teneur suivante : "L'Angleterre, répugnant à l'idée d'une guerre, formellement établie entr' elle et le Danemarc, a fait à cette puissance des propositions de paix avantageuses ; répugnant bien plus encore à la perspective d'une rupture avec la Russie, elle a employé tous les moyens, pour ramener l'Empereur à des sentimens

d'indulgence en sa faveur ; elle a réclamé les bons offices de ce Monarque, pour terminer sa querelle avec le Gouvernement Danois. Mais au-lieu de prêter l'oreille à ses propositions, l'Empereur n'a écouté que les aveugles ressentimens (aveugles, quelques justes même qu'ils pussent être) du Cabinet de Copenhague ; et au-lieu d'applanir les voies de la paix, Il s'est précipité Lui-même dans une guerre dont personne ne peut calculer les résultats."

Nous ne connoissons que très imparfaitement et par des canaux essentiel-

-suspects les dernières ouvertures adressées par le Gouvernement Anglois au Prince Royal de Danemarc. Mais d'après tout ce que nous en savons par ces sources, l'Angleterre offroit comme prix d'un rapprochement avec le Danemarc — la conservation intacte de la flotte Da-noise et sa restitution <u>in statu quo</u>, à l'époque de la paix générale — liberté entière et protection efficace pour le commerce du Danemarc — et l'emploi de tout moyen convenable pour procurer à cette puissance, par des acquisitions utiles dans les deux Indes un juste

dédommagement pour ce qu'elle avoit pu souffrir pendant la crise. — Il est assez difficile de déterminer, si la crainte de déplaire aux Français, ou la fureur contre les Ministres Anglois a été le motif principal du refus, aussi brusque, que peu décent, qu'ont éprouvé ces propositions. Mais ce qui est bien clair et certain c'est que l'intérêt réel de son pays n'y a point déci dé le Gouvernement Danois. Ce qui l'est peut être plus encore, c'est que les propositions du Ministère Brittan, nique n'étoient ni insidieuses, ni contraires

à aucun principe d'honneur, et que, si les rédacteurs de la déclaration Russe les ont qualifiées de "nouvel outrage", s'ils se sont oubliés au point de prétendre "qu'elles tendoient à imprimer sur les actions du Prince Royal le cachet de l'avilissement" ils n'ont fait qu'annoncer à l'Europe, ~~qu'ils n'étoient pas plus~~ qu' incapables de juger le fond de la question, ils n'étoient pas moins ~~que~~ mal-heureux ou moins mal-adroits dans le choix des termes, dont ils se servoient.

Mais quelqu' ait été la conduite de la Cour de Copenhague dans une situation, sans-doute embarrassante et

épineuse, celle au-moins, que préscrivoit à l'Empereur de Russie la bonne-politique et le soin de sa gloire, l'intérêt de son Empire et de l'Univers n'étoit pas même problématique. Si l'Ambassadeur d'Angleterre avoit effectivement deman-dé aux Ministres de l'Empereur, "que Sa Majesté se chargeat de parler en-faveur d'une mesure, qu'Elle désap-prouvoit au-fonds de son coeur" — il n'y auroit eu rien d'offensant, et rien de déraisonnable dans une demande pa-reille. Sa Majesté ne s'étoit point encore "hautement" expliquée sur cette

affaire ; le mécontentement, qu'Elle avoit pu en témoigner en secret n'étoit pas une raison pour L'empêcher d'appaiser par de sages réprésentations l'irritation du Gouvernement Danois, et de présenter même cet évènement facheux sous des couleurs moins noires et moins odieuses, qu'on ne lui avoit prêtées dans la première effervescence des passions. — Mais le véritable sens de ce que sollicitoit l'Ambassadeur d'Angleterre, étoit d'engager l'Empe-reur à employer ses bons offices, pour arrêter les progrès et les suites de cette

querelle funeste. Pourvu qu'Il eut répondu à cette proposition, on n'auroit jamais exigé de Lui, qu'Il se fit "l'apologiste et le soutien" d'une mesure contraire à Ses sentimens. Son honneur n'auroit point été blessé de ce que tous les grands intérêts réunis Lui faisoient un devoir d'entreprendre. Si l'Angleterre persistoit à défendre le principe de Son expédition contre le Dânemarc, l'Empereur ne se seroit nullement compromis, en laissant-là toute discussion de ce principe, pour se borner au langage

d'un Médiateur. Si au contraire (comme la déclaration tend évidemment à l'insinuer) le Gouvernement Anglois témoignoit des regrets sur cette entreprise, quelque coupable que l'Empereur eut pu le croire, il étoit même de sa grandeur et de sa générosité de garder le silence sur ses torts. — Si les hommes qui dirigeoient les conseils de ce Souverain, avoient été à la hauteur de leur tâche, bien loin de se vanter de n'avoir donné à la dernière démarche du Cabinet de Londres d'autre attention que celle

qu'elle méritoit," ils auroient vu, que cette démarche importante leur imposoit la plus haute attention; ils auroient senti aussi à quel point ils manquoient à leur Souverain, en l'engageant à payer la confiance, avec laquelle les Ministres Anglois s'adressoient encore à Lui dans ce moment pénible, d'un retour aussi peu délicat, et aussi cruel, que celui de divulguer leurs propositions, et d'y attacher les épithètes les plus outrageantes.

XI.

"Sa Majesté rompt toute communi-
"cation avec l'Angleterre ; Elle rappelle
"toute la mission qu'elle y avoit, et ne veut
"pas conserver auprès d'Elle celle de Sa
"Majesté Brittannique. Il n'y aura
"dorénavant entre les deux pays aucun
"rapport."

Pour peu que l'on se connoisse à la marche et au style de la diplomatie, on devoit nécessairement s'attendre à voir une déclaration de guerre bien-caractérisée, couronner un aussi violent Manifeste. Et pourtant, à en juger

par ces mots, le Cabinet de St. Petersbourg à l'air de vouloir s'arrêter en-deçà de ce terme. Si on avoit eu de bonne-foi cette intention, si, entrainé par un mouvement momentané, ou par des sollicitations et des instigations étrangères, on avoit voulu se borner toutefois à <u>suspendre</u> les anciennes relations avec l'Angleterre, sans les déclarer absolument <u>détruites</u>, tout en déplorant l'égarement de la Russie, nous applaudirions encore à sa modération. Nous laisserions à d'autres la tâche pénible de lui reprocher sa foiblesse; nous nous en tiendrions a ce qui perceroit encore

de ménagemens et de sagesse dans sa conduite. ~~[illegible]~~. Mais tel n'est pas, malheureusement, le cas, où nous nous trouvons. L'illusion, dont nous berce ce premier paragraphe du Résumé ne dure qu'un instant; ce qui le suit, est bien plus qu'une déclaration d'hostilités pure et simple; c'est le signal d'une guerre illimitée — pour ne pas dire d'une guerre éternelle. — Ainsi les auteurs de ce Manifeste, ont effectivement trouvé le

moyen d'accumuler sur leurs têtes les torts les plus opposés. ~~accompagnement~~.

Ils n'ont pas eu le courage de se constituer en guerre ouverte avec le Gouvernement Anglois ; et cependant ils ont surpassé de beaucoup ce que les déclarations de guerre connues peuvent offrir de plus hostile et de plus violent. Ils ont été exagérés et irrésolus, téméraires et pusillanimes, tranchans et foibles à la fois.

XII.

"L'Empereur déclare, qu'Il annulle,
"et pour toujours, tout acte conclu précé-
"demment entre la Grande-Bretagne et
"la Russie, et nommément la conven-
"tion faite en 1801 le 5/17 du mois de Juin."

A la lecture de cet article fatal tout homme sensé doit être saisi d'un sentiment bien au-delà des peines que peut lui faire éprouver le récit des catastrophes particulières les plus lugubres. Qu'est-ce en effet, qu'une bataille de Friedland ou un bombardement de Copenhague, en comparaison

d'un attentat de Cabinet, qui détruit d'un seul trait de plume ce que des siècles avoient successivement créé pour l'intérêt de deux grandes nations, et substitue à tout un code de lois les horreurs de l'anarchie et du cahos?

Jusqu'ici dans les guerres les plus acharnées, on a tout au plus regardé comme suspendus les traités, qui fixoient les droits et obligations réciproques des états, et dont l'ensemble constituoit le droit public de l'Europe. C'est pourquoi aussi jusqu'à l'époque de nos bouleversemens mortels, chaque

traité de paix tant soit peu important, commençoit par une récapitulation et confirmation solemnelle de ceux qui l'avoient précédé. La proscription de cette forme salutaire, qui ne se retrouve dans aucun des traités signés depuis la révolution de France, et dont l'absence a du être sur-tout remarquée dans ceux de Lunéville et d'Amiens, étoit un des symptômes les plus saillans de la dissolution de l'ancien système fédératif et de la décadence totale du corps politique. Aujourd'hui la Russie paroit ambitionner

le triste privilège de renchérir encore sur les progrès, peut-etre trop lents, du désordre général. Avant même que la guerre soit allumée, et sans l'avoir positivement déclarée, elle abolit *en-masse*, et "*pour toujours*" tous les actes conclus précédemment entr' elle et la Grande Bretagne!! – Il ne faut pas une réflexion bien profonde sur le caractère et les effets de cette démarche, pour reconnoître en frémissant, que dans le vaste répertoire d'usurpations qui compose l'histoire de nôtre tems, il ne s'en

trouve point de plus hardie, de plus pernicieuse, de plus essentiellement révolutionaire et anti-sociale. Si à la vue d'un aussi terrible phénomène il nous reste encore une dernière et triste consolation, ce ne peut être que celle de présumer, que les auteurs de ce paragraphe inoui, incapables de mesurer l'abime, qu'ils creusoient eux-mêmes sous leurs pieds, s'y sont jettés par aveuglement et par ignorance plutôt que de propos deliberé.

Quant à la convention de 1801,

contre laquelle ce coup audacieux paroit être particulièrement dirigé, il ne sera pas inutile de relever ici une insinuation aussi mensongère qu'impertinente, que les Journaux Français et leurs nombreux échos, font aujourd'hui circuler en Europe, en prétendant que cette convention avoit été arrachée à l'Empereur de Russie, comme par surprise, dans cette incertitude et fluctuation des conseils, qui caractérise quelquefois les premiers momens d'un nouveau règne. La convention de Petersbourg est le résultat

d'une négociation très profonde entre deux des premiers hommes-d'état du siècle; (le Comte *Panin* et Lord *St. Helens*) elle a été reçue par tous les partis, non-pas comme un arrangement passager, mais comme une loi fondamentale, réglant et déterminant pour toutes les guerres futures les rapports entre l'Angleterre et la Russie; " ses stipulations " (dit l'article VIII de ce traité) " seront regardées comme *permanentes*, et serviront de *règles constantes* aux puissances contractantes en-matière de commerce et de navigation;"

enfin, par l'accession des autres puissances de la Baltique, elle est devenue une des principales bases de la legislation maritime de l'Europe. Ajoutons encore que cette convention n'a pas singulierement favorisée l'Angleterre, que plusieurs des points les plus essentiels y ont été décidés d'aprés les voeux et les réclamations de la Russie, et que, pour tout dire, quelques-unes même des dispositions du fameux traité de 1780 y ont été litéralement insérées. Les Anglois les plus en-état de juger sur des

objets pareils, bien loin de regarder
la convention de Petersbourg comme
un <u>avantage</u> remporté par leur pays,
l'on constamment envisagé comme
un <u>sacrifice</u> dicté par le désir de
la paix, et par celui de rétablir
et de consolider les liens qui les
unissoient à la Russie. Un des
hommes les plus distingués de
l'Angleterre (Lord <u>Grenville</u>) a
même soutenu dans un discours,
qui ne sera pas oublié de si-tôt,
par des argumens de beaucoup de
poids, que l'intérêt du Gouvernement

Brittannique avoit été <u>trop peu</u> consulté dans cette affaire, que quelque précieuse que fut l'amitié de la Russie, on l'avoit achetée <u>trop cher</u> par ses stipulations. — Et voilà le traité, que les Ministres de Russie déchirent aujourd'hui avec la plus coupable légèreté, qu'ils déclarent annullé <u>pour toujours</u>!

XIII.

"Il proclame de nouveau <u>les</u>
"<u>principes de la Neutralité armée</u>,
"ce monument de la sagesse de

"l'Impératrice *Catherine*, et s'en"
"gage à ne jamais déroger à ce
"système."

Nous ne nous aviserons pas de discuter ici la question célèbre, qui a donné naissance à ce qu'on appeloit la *Neutralité Armée* de 1780. Cette question est trop pro-fonde et trop compliquée pour être traitée en-passant. Elle se trouve d'ailleurs tellement défigurée, par les prétentions contradictoires des différens partis, par les déclamations perfides du Gouvernement Français,

par les cris insensés des Avocats des ci-devant Neutres, par l'insuffisance de presque tous les écrivains, qui ont cru pouvoir aborder ses écueils, par la crédulité et l'égarement du public, que de la rétablir dans son vrai jour, est devenue une des tâches les plus difficiles, pour l'homme même le plus exercé à ces entreprises. Nous nous contenterons de dire (sauf à en administrer les preuves dans une autre occasion) que parmi les impostures les plus fameuses, pratiquées en-grand contre le genre-

humain, il y en a peu, ou peut-être aucune, comparable, soit pour la malignité de la conception, soit pour l'impudence de l'exécution, à celle par laquelle on a su confondre le problême d'une juste proportion entre les droits des puissances belligérantes et les droits des pavillons neutres — avec la chimère de la liberté des mers; peu, ou peut-être aucune, dont le succès ait été plus complet et plus brillant pour les imposteurs, et plus désastreux pour les dupes. — La vérité reparoitra

un jour ; et alors on aura de la peine à comprendre, comment (non obstant la difficulté de pénétrer le fond de cette matière), une génération toute entière a pu être la victime d'un artifice, dont les fils étoient si grossièrement tissus, que le bon sens, et la réflexion la plus commune, auroient suffi pour les délier.

Maintenant il ne s'agit que d'examiner, de quel droit, et dans quel but raisonnable la Russie s'avise de rétablir les principes de la Neutralité Armée.

Lorsque vers la fin de la guerre d'Amérique plusieurs puissances se réunirent à la Russie, pour établir, et promulguer ces principes *, le Gouvernement Anglois

---

* Ceux qui veulent se donner la peine de lire ou de relire une petite brochure publiée sur l'origine de la *Neutralité Armée*, écrite par un témoin irrécusable, et qui ne paroit pas avoir été payé par les Anglois (le Comte Görtz, alors Ministre de Prusse à St. Petersbourg) y trouveront ce que c'étoit proprement, que "*ce monument de la sagesse de l'Imperatrice Catherine*" et par quel singulier mélange de qui-pro-quos, d'intrigues et de tours d'adresse il a été mis dans le monde.

ne répondit à leurs déclarations que par les protestations les plus sages et les plus modérées ; évitant autant que possible de s'expliquer sur le fond de la chose et s'en tenant à ces traités positifs qui ne pouvoient être ni légalement abolis, ni légalement modifiés sans son aveu. — Par les conjonctures les plus bizarres, et les plus fatales, ce systême fut réproduit en 1800, et même avec plus de fracas, d'âpreté, et de véhémence, qu'on n'en avoit montré à sa première apparition. L'Angleterre étoit hautement ménacée d'une guerre avec toutes les puissances du

Nord. C'est alors qu'elle prit le parti de déclarer qu'elle s'exposeroit à tous les dangers, plutôt que de passer sous des loix, etablies sans son consentement et d'accepter des règles arbitraires, imaginées par tel ou tel cabinet, en contradiction directe avec les traités. — Le changement de règne en Russie amena des sentimens justes et modérés; il s'ouvrit une négociation; la Russie crut devoir abandonner une partie des prétentions, consignées dans les actes de 1780, et répétées dans ceux de 1800; l'Angleterre de son côté se relâcha

sur plusieurs articles du systême oppo-
sé à celui de la Neutralité Armée. Il
en resulta la convention de 1801, acte
sage, équitable; et bien calculé,
moyennant lequel chacun des deux
partis sacrifia au désir de la paix
ce que l'autre trouvoit de trop rigou-
reux dans ses principes. Bientôt
après, cette même convention fut
acceptée par le Danemarc et la
Suède; et la querelle, qui avoit agi-
té le Nord, parut terminée et ense-
velie pour long-tems.

De quel droit l'Empereur de

Russie revient-Il aujourd'hui sur une affaire, complètement jugée? Qu'ont de commun ses griefs actuels contre l'Angleterre (en les supposant même tout aussi réels, qu'ils sont chimériques et insoutenables) avec une prétention formée il y a trente ans, discutée depuis dans tous les sens, et ramenée enfin aux termes les plus justes et les plus raisonnables, par un arrangement libre et légal, et que le Gouvernement Anglois a toujours scrupuleusement observé?

— " Ses engagemens avec les puissances

<u>du Nord</u>" — nous répond la déclaration. Mais ces <u>engagemens</u> avoient cessé d'exister, depuis que leur objet n'étoit plus; les stipulations de 1780 et de 1800 se trouvoient absolument éteintes, par celles de la convention de 1801, ouvrage des trois principales entre les puissances, qui avoient conçu la neutralité armée ! — Il seroit en-outre bien curieux de savoir, laquelle <u>des puissances du Nord</u> auroit pu réclamer à-présent l'exécution de ces engagemens surannés. Seroit-ce peut-être <u>la Prusse</u>, réduite au dernier dégré d'impuissance, absorbée par ses embarras et ses malheurs,

et déjà assez cruellement punie par la nécessité de fermer contre les Anglois ce qui lui restera de débouchés maritimes, et de se déclarer l'ennemi d'une puissance, qui venoit de lui pardonner ses torts d'une manière aussi noble et aussi magnanime? Seroit-ce le Roi de Suède, consumé de chagrin sur l'état actuel de l'Europe, invariablement attaché à l'ancien système politique, et si étroitement lié à l'Angleterre, que rien de moins qu'une force irrésistible ne le fera renoncer à son alliance? — — Non! Ce n'est pas même le Gouvernement

Danois, qui ait provoqué cette étrange résolution. Tout irrité, tout enflammé qu'il puisse être contre l'Angleterre, il ne cherche ni sa satisfaction, ni sa vengeance, dans le rétablissement de la ligue de 1780. Les différends, très-peu considérables, qui depuis la convention de 1801, jusqu'à l'époque où l'agonie du Continent a amené la catastrophe de Copenhague, ont eu lieu entre l'Angleterre et le Danemarc, tenoient à des questions, peu connues, ou peu agitées du tems de la neutralité armée; à des questions d'ailleurs, qu'un traité additionel,

négocié dans un moment de calme, auroit fixées tôt ou tard, d'une manière infiniment plus convenable, et infiniment plus bienfaisante pour le Danemarc, que les moyens choisis par la Russie *,

---

*, Dans les dernières grandes discussions, qui se sont élevées pendant la guerre actuelle sur les limites de la neutralité mari-time il ne s'agissoit ni d'un droit général du pavillon neutre, de couvrir la marchandise ennemie, ni de la définition du droit de blocus, ni de celle de la contrebande de guerre, ni de la prérogative des batimens naviguant sous convoi; c'est à dire, d'aucun des articles, qui avoient fait naître la ligue de 1780, et la querelle de 1800. Car, Quant aux puissances de la Baltique ces articles se trouvoient tous arrêtés par la convention de 1801; et quant aux

— Le fait est donc, qu'il n'existoit aucun en-
gagement, aucune réclamation, aucune in-
vitation quelconque, qui eut pu déterminer
le Cabinet de St Petersbourg à remonter
jusqu'à la ligue de 1780, pour anéantir
toute transaction subséquente. Cette démarche

États-Unis de l'Amérique, ils acquiescoient paisiblement aux principes suivis par le Gouvernement Brittannique dans tout ce qui n'avoit pas été définitivement réglé par le traité de 1794. — Mais il s'étoit présenté en attendant une question toute nouvelle, et d'une importance supérieure à tout le reste, celle de savoir, "à quel point, ou sous quelles restrictions les puissances neutres étoient autorisées à faire le commerce avec les colonies des puissances belligérantes." Cette question n'intéressoit en grand, que

aussi arbitraire que funeste n'a pu lui être dictée, que par une rage aveugle contre l'Angleterre, ou — ce qui est bien plus vraisemblable — par une condescendance sans bornes aux volontés, aux caprices et aux fureurs du Gouvernement Français.

---

l'Angleterre et la France, et après elles les Américains. Les Danois ne s'y trouvoient que pour peu-de-chose ; et elle étoit tellement étrangère à la Russie, que quand même elle eut été décidée en faveur d'une liberté illimitée, la Russie n'y auroit rien profité. — Cette note nous a paru nécessaire, pour faire comprendre, combien la prétention du Cabinet de St. Petersbourg, de reproduire aujourd'hui les principes depuis long-tems abandonnés de 1780, étoit mal-adroite et déplacée sous tous les rapports.

Après cela il seroit sans-doute superflu de se perdre en conjectures sur le but d'une déclaration pareille; mais il vaut bien la peine d'examiner quel en sera nécessairement l'effet. L'Angleterre ne peut point se soumettre au système ressuscité par la Russie; elle ne peut pas même se prêter à une négociation dont ce système constitueroit une des bases. Le fond de cette fameuse discussion n'est nullement, comme on le fait croire au public, un combat d'intérêt ou de jalousie entre l'Angleterre et celles des puissances qui seroient ou

prétendroient être neutres dans les guerres maritimes, qu'elle soutient. Jamais quoiqu'en dise Bonaparte, et cent-mille journalistes après lui, jamais le Gouvernement Anglois n'a entendu gêner le commerce de ces puissances, pour leur faire un mal direct à elles-mêmes; jamais il ne s'est opposé qu'à l'abus qui a été fait de leur pavillon, en faveur des intérêts de son ennemi. — Pour ceux qui ont voulu voir la vérité, l'état florissant des pays qui gardoient cette perfide neutralité — (perfide puisqu'au milieu de leurs

acquisitions ils travailloient (pourtant à leur propre ruine, en accélerant celle de leurs voisins) les gains immenses, qui ont été faits à Hambourg, à Emden, à Copenhague, à Stettin, à Dantzig, à Riga &c. &c. &c., les richesses énormes accumulées par les Américains, — étoient bien autant de preuves palpables, de ce qu'en dépit des bornes et des entraves, que l'Angleterre a pu mettre à leurs opérations, l'avantage du pavillon neutre, étoit vaste, prodigieux, incalculable. Il est tout simple que l'avidité de quelques

individus auroit désiré de le pousser plus loin, mais il est sur aussi, qu'au delà d'une certaine extension, le profit qui en seroit revenu à leurs pays, n'étoit rien en comparaison de celui, que devoit en retirer la France, et par-conséquent rien en-comparaison du mal que l'Angleterre devoit en souffrir. Pour la France et ces puissances tributaires, qu'elle se plait à appeler ses Alliés, chaque nouveau progrés du pavillon neutre étoit une véritable conquête sur l'Angleterre. C'est à l'ombre

de ce pavillon, qu'elles auroient voulu échapper tout-a-fait, et qu'elles ont effectivement échappé en grande partie, aux embarras, aux pertes, et aux calamités, que la supériorité maritime de leur ennemi devoit nécessairement leur faire éprouver ; c'est à l'ombre de ce pavillon, qu'elles ont soutenu et nourri leur commerce, qu'elles ont conservé une communication précieuse avec leurs colonies, qu'elles ont bravé, qu'elles ont frustré, qu'elles ont confondu jusqu'à un certain point les efforts

les plus puissans de l'Angleterre, dans une époque, où leur propre pavillon avoit absolument disparu de toutes les mers. Or, si le Gouvernement Anglois a constamment et vigoureusement resisté à l'affermissement de cet ordre-de-choses, dans un tems où les projets de la France ne faisoient que s'avancer vers leur terme, où on lui disputoit encore le terrain, sur lequel elle vouloit établir sa suprématie, où le succès final de ses entreprises étoit encore plus ou moins douteux, comment

donc y consentiroit-il aujourd'hui, que tout est consommé, que Bonaparte gouverne le Continent, qu'il en dispose même pour écraser l'Angleterre autant qu'il est en état de l'atteindre. L'Angleterre ne possède plus qu'un moyen, pour contrebalancer un pouvoir aussi gigantesque; il se trouve dans cette supériorité maritime par laquelle elle frappe son ennemi dans la seule partie, où il soit resté vulnérable, en attaquant ses ressources pécuniaires, en anéantissant son

commerce, en l'excluant de ses colonies, en faisant languir et dépérir son industrie, en le condamnant enfin au milieu de sa gloire et de ses succès à un état de privations et de souffrances, qui à la longue doit le forcer à une paix, compatible au moins avec l'existence de l'Angleterre, quand elle ne conduiroit même à rien de plus. Mais si l'intervention complaisante des neutres veut paralyser ce dernier contre-poids, protéger la France contre les seules armes, qu'elle ait à redouter,

et réduire la guerre maritime à un vain et stérile appareil, le résultat est facile à prévoir. En possession de tous les avantages, et débarassé de la seule contrariété qui pouvoit en troubler la jouissance, ou en retarder le développement, le Maitre du Continent, devenu le Maitre de l'Univers, imposeroit son joug à l'Angleterre, comme il l'a imposé à tant d'autres états. — A l'époque où les prétentions des Neutres se sont annoncées pour la première fois (en 1780) il étoit

au-moins possible de concevoir, que par un excès de modération ou de générosité l'Angleterre eut consenti à les admettre. A une époque même bien plus avancée, elle s'est effectivement prêtée à un accord, qui a réalisé une partie de ces prétentions. Mais que dans la situation où nous nous trouvons aujourd'hui, l'Angleterre rétrogradât tout-à-coup au point de reconnoître d'emblée la totalité de ces principes arbitraires, par lesquels on assureroit à son ennemi mortel la seule chose qui

lui manquoit encore pour achever son despotisme monstrueux — il est plus que choquant de l'exiger, et plus qu'insensé de s'y attendre; car en signant une pareille capitulation, l'Angleterre auroit signée sa mort.

Et c'est le moment, que le Cabinet de St. Petersbourg a pu choisir, pour " proclamer de nouveau les principes de la neutralité armée, " et pour déclarer " qu'il n'y dérogeroit jamais "!! — Une guerre perpetuelle entre

l'Angleterre et le Continent — ou une catastrophe, qui en soumettant l'Angleterre à Bonaparte, detruiroit pour des siècles tout espoir de liberté et de bonheur — voilà la cruelle alternative dans laquelle nous a jettés la Russie. Et lorsqu'on pense, qu'aucun besoin, qu'aucun intérêt réel, qu'aucun calcul politique raisonnable n'a pu la porter à une telle extrêmité, que, quand même le Gouvernement Anglois pourroit consentir à ces principes de 1780, la Russie

n'y gagneroit rien, que tout ce qu'elle peut désirer pour son commerce pour sa prospérité, et pour son honneur, lui étoit garanti par le traité de 1801 — qu'il ne reste donc pour expliquer sa conduite, que de recourir à l'effet prolongé de ce même déplorable ascendant, qui lui arracha les conventions de Tilsit — de quel effroi, de quelle douleur on est saisi! Les cris de "neutralité armée", de "tyrannie maritime", ne sont plus que le signal convenu de cette espèce de

croisade universelle, enfantée par l'ambition de Bonaparte. Celui qui arbore ce signal, se met ouverte-ment sous les drapeaux de ce chef; et en déclarant "qu'il ne le dépo-sera plus," il s'engage même à ne jamais les quitter. _ Tel est donc le dernier mot de l'énigme. Ce manifeste ne doit point être con-sidéré, comme une simple déclara-tion de rupture avec l'Angleterre; c'est un acte public et solemnel, par lequel l'Empereur de Russie, en embrassant le culte qui triomphe,

fait ses adieux à une cause sa-crée, qu'il avoit bien abandonnée à Tilsit, mais qu'il n'avoit pas abjurée jusqu'ici.

XIV.

„Il demande à l'Angleterre
„de satisfaire Ses Sujets sur toutes
„leurs justes réclamations de vaiss-
„seaux et de marchandises, saisies
„et retenues &c. &c."

Nous renvoyons pour cet ar-ticle à nôtre **V**me observation; et nous sommes intimément persua-dés, que si toutes les conditions,

attachées par l'Empereur de Russie à sa réconciliation avec l'Angleterre, étoient aussi peu difficiles à remplir, que celle-ci, la paix seroit bientôt rétablie.

XV.

"L'Empereur prévient, que
"rien ne sera rétabli entre la Rus-
"sie et l'Angleterre, que celle-ci
"n'ait <u>satisfait le Danemarc</u>."

Cet article est d'une autre complexion. — Si à l'époque, où le Gouvernement Anglois proposoit à l'Empereur de Russie de concourir

à un arrangement pacifique de sa querelle avec la Cour de Copenhague, le Cabinet de St. Petersbourg avoit choisi la ligne-de-conduite, que nous avons tracée plus haut (V. Observation X.) une satisfaction pleine et entière, et peut-être bien plus que cela pouvoit encore revenir au Danemarc. — Dans ce moment-ci l'affaire seroit déjà beaucoup plus difficile; et quand la guerre aura duré un an, supposé même qu'elle ne se prolonge pas d'avantage, les

dédommagemens déviendront impossibles. Car comment restituer au Danemarc les six-cents batimens marchands saisis, jugés et confisqués, et les six-cents ou douze-cents de-plus, qui le seront d'ici à six mois? Comment l'indemniser de tout ce qu'il doit souffrir par la stagnation absolue de son commerce, par la perte, au-moins temporaire, de ses colonies, par le déficit dans les revenus du Sund, par toutes les dépenses extraordinaires auxquelles le condamneront ses amis, bien plus encore, que

son propre danger ? Comment enfin lui rendre sa flotte, quand le Gouvernement Anglois, qui en dispose maintenant de-plein-droit, l'aura définitivement incorporée dans les siennes ? — Ces hommes irréfléchis qui lancent avec tant de légéreté les manifestes les plus hautains et les plus outrageans, seront un peu plus embarrassés, lorsqu'il s'agira un jour de remplir les engagemens dont ils se chargent. Ils verront alors, ce qu'il leur en coutera de réaliser cette satisfaction pour le Danemarc, dont

ils partent aujourd'hui si fort à leur-
aise. — En attendant nous sommes
intimément convaincus, que, quelque
soit la durée et le dénoument final
de cette guerre, qu'elle se termine par
quelque grande catastrophe, ou par
un nouvel armistice sous titre de
paix, que l'Angleterre soit écra-
sée ou victorieuse — le Danemarc
sera toujours sacrifié; et ceux qui
élevoient jusqu'au ciel le Prince
Royal, pour avoir repoussé avec
mépris ces dernières ouvertures de
l'Angleterre " parcequ'elles ten-
doient

à imprimer sur ses actions le cachet de l'avilissement" — qui dans leur aveuglement profond le félicitoient "de ne pas avoir ratifié la capitulation de Copenhague, de l'avoir regardée comme non-avenue" — trop heureux, s'ils échappent eux-mêmes à leur ruine totale, n'auront pas le tems de s'occuper de la satisfaction des autres.

XVI.

"L'Empereur s'attend à ce que "Sa Majesté Brittannique au lieu "de permettre à Ses Ministres — — de

"répandre de nouveaux germes de guerre
"— se prêtera à conclure la paix
"avec Sa Majesté l'Empereur des
"Francais, ce qui étendroit, pour ainsi
"dire, à toute la terre, les bienfaits
"inappréciables de la paix."

Pour ne pas laisser le moindre doute sur le sens de cette partie de la déclaration, on a eu soin d'ajouter encore dans le paragraphe qui termine le Manifeste: " Lorsque l'Empereur sera satisfait sur tous les points, qui précédent, et nommément sur celui de la paix entre la

France et l'Angleterre – – – – Sa Majesté reprendra alors avec la *Grande-Bretagne* des relations d'amitié – – – *qu'Il a peut-être conservées trop long-tems*!" – Ainsi la paix avec la France est la condition *sine qua non* de toute réconciliation entre *l'Angleterre et la Russie*! – Après ce qui a été observé plus haut (Nro XIII à la fin) nous n'en sommes que médiocrement surpris.

En réfléchissant sur cet article capital, la première chose

dont on est frappé, c'est ce ton d'ai-
sance et d'ingénuité, avec lequel on
exhorte Sa Majesté Brittannique
"à conclure la paix avec la France".
Comme s'il ne tenoit, qu'à un peu
de bonne-volonté de la part du Roi
d'Angleterre que cette paix fut
signée sur-le-champ! Comme si
cette flamme qui consume l'Univers,
pouvoit être étouffée par quelques
bottes de paille, en revenant de
quelque vieille prévention, ou en
passant sur quelque chétive éti-
quette! — Il est vrai qu'une négocia-
-tion

-de-paix doit paroitre une chose assez simple à ceux à qui il n'a fallu que huit jours, pour signer un traité, par lequel ils abandonnoient la moitié de la Monarchie Prussienne, l'Allemagne et l'Italie toutes entières, et l'Albanie et les Isles Ioniennes par dessus! Mais ils auroient pourtant du se rappeler, combien de fois leur Souverain lui-même avoit déclaré à-la-face de l'Europe "que tant que le Gouvernement Français ne renonceroit pas à son systême d'enva„hissement et ne respecteroit pas l'indé„pendance des peuples, toute paix étoit

impossible avec lui;" ils auroient dû se rappeler sur-tout, que, si l'Angleterre n'a pas obtenu la paix, et une paix honorable et lucrative, à une époque, où le Gouvernement Français y étoit bien plus disposé qu'aujourd'hui, elle le doit à sa rare fidélité, à son attachement invariable pour la Russie. — Quoi qu'il en soit, il convient très-peu à un Souverain, de prêcher la paix à ses voisins, s'il n'a pas de quoi leur en frayer la route, de quoi leur en faciliter les moyens, ou leur proposer une seule base solide.

Mais ce qui est encore bien autre-
ment répréhensible, c'est de prétendre travailler à la paix par une dé-
marche, qui, loin d'y conduire, en ferme plutôt la dernière avenue, et a l'air d'être imaginée exprès, pour compliquer et envenimer la querelle. Il ne nous en coutera pas beaucoup de prouver, que tel est exactement le caractère, que l'on doit attribuer au Manifeste de la Russie.

Dans la situation, où se trouvent les choses, un rapproche-
ment direct entre la France et

l'Angleterre est sujet à de grandes difficultés. En supposant même — ce qui est supposer beaucoup — que de côté et d'autre le désir de terminer la guerre seroit egalement sincère et prononcé, on a toujours de la peine à concevoir, qui des deux, après tout ce qui s'est passé et notamment après les invectives, les abominations, et les horreurs inouies dont chaque jour les feuilles de Bonaparte abreuvent le Ministère Brittannique, se chargeroit de l'initiative d'une négociation. Le Cabinet de St. Petersbourg étoit le seul organe,

qui fut resté, pour aplanir ces difficul-
tés ; par ses nouvelles relations avec la
France, quelques déplorables qu' elles
pussent être sous tout autre rapport,
il formoit au-moins un dernier mo-
yen-de-communication, un dernier
point-de-contact entre les deux grandes
puissances rivales. Dans les conjonctures,
où depuis la paix de Tilsit ce Cabinet
avoit placé l' Europe, et dans lesquelles
il s' étoit placé lui-même, la paix mari-
time étoit devenue le premier de ses
intérêts, et devoit être le plus ardent
de ses voeux. Sa marche étoit donc

clairement tracée. Il n'avoit plus ni assez de force, ni assez de crédit pour une médiation proprement dite; mais il devoit au-moins tout entre-prendre, pour engager la négociation. Aucun obstacle ne devoit l'arrêter dans cette marche; aucun refus ne devoit le décourager; aucun désagré-ment ne devoit le dégouter. Quelque-chose qu'eut pu faire l'Angleterre, on auroit dit, qu'un écolier en poli-tique ne s'égareroit pas au-point d'oub-lier que l'avantage de communiquer avec elle, de lui inspirer des dispositions

pacifiques, ou de cultiver celle qu'elle annonçoit, pour en faire son profit auprès de la France, restoit toujours le même pour la Russie. Et pourtant on a poussé la démence, (si ce n'est pas plutôt la pusillanimité) jusqu'à se priver de cet avantage précieux. Par une rupture publique avec l'Angleterre, l'Empereur de Russie — indépendamment de tout autre malheur qui sortira de cette résolution fatale — a bouché le dernier canal; par lequel quelque rayon d'espérance éclairoit ses propres embarras, et les scènes

de misère et de désolation que présente chaque coin de l'Europe ; et ce Manifeste qu'Il publie aujourd'hui pour sommer Sa Majesté Brittannique, de se prêter à une paix avec la France, étoit le seul acte qui manquat encore pour rendre la paix impossible.

Mais il ne suffit pas, que tout espoir d'un rapprochement soit détruit par l'apparition de ce Manifeste ; des torts bien plus graves y sont attachés. Il a attisé le feu, au-lieu de l'éteindre. En proclamant "les principes de la neutralité armée,"

et en déclarant " que l'Empereur de Russie ne dérogera plus à ce système" — il a fait ce qu'un esprit infernal auroit pu imaginer de plus malicieux, pour prolonger, pour éterniser la guerre. Il est vrai, que le Gouvernement Français avoit toujours soutenu et protégé les prétentions du pavillon neutre; mais jusqu'ici il avoit borné ses faveurs aux articles, dont il remplissoit les gazettes; jamais cette question épineuse n'avoit été produite dans les négociations. On n'en trouve aucune trace, ni dans celle

de Lord Malmesbury en 1797, ni dans celle de 1801, qui a conduit aux prélimi-naires de Londres, ni dans celle de 1802, qui a arrêté le traité d'Amiens, ni dans celle de 1803. qui a précédé la nouvelle rupture, ni enfin dans celle de 1806. Pour nous en tenir à la der-nière de ces époques, c'est un fait ex-trêmement curieux, et que chacun expliquera comme il voudra, qu'après tant de déclamations et de gasconnades, après tant d'injures et de menaces, et tant de sermens solemnels " de tout sa-crifier pour cette cause sacrée de la

liberté du commerce et des mers" — le Gouvernement Français ait pu négocier huit mois avec l'Angleterre, sans qu'il ait été une seule fois question des droits du pavillon neutre; si la négociation de 1806 avoit amené la paix, cette affaire seroit absolument restée dans les termes, où elle se trouvoit réduite par la convention de Petersbourg de 1801 par rapport aux puissances de la Baltique, et par celle de 1794 par rapport aux Américains. — Mais maintenant l'Empereur de Russie a provoqué le

Gouvernement Français; il l'a mis dans la nécessité d'entâmer directement la grande dispute; dorénavant la France et l'Angleterre ne peuvent plus songer à une négociation, sans rencontrer ce terrible écueil. — Or nous savons que c'est précisément le point sur lequel le Ministère Britannique s'armera de la plus inflexible persévérance, celui, sur lequel il ne cèdera jamais, et contre lequel doit échouer toute négociation, où on auroit été assez mal-avisé pour l'introduire. — Voilà donc, ce que

le Cabinet de St Petersbourg a conçu, pour faciliter cette paix, sans laquelle, comme il l'assure " aucune partie de l'Europe ne peut se promettre une véritable tranquillité " C'est son intervention, qui achève la crise; ce sont ses bons-offices qui la rendent incurable; et, si l'Europe ne peut plus en sortir que par de longues et cruelles convulsions, ou par quelque dénoument violent, plus redoutable encore que les maux qui l'écrasent, elle doit s'en prendre à l'aveugle présomption, à la

légèreté coupable, à l'extravagance ou à la perversité des auteurs de cette déclaration.

Dans tout ceci nous considérons la paix entre l'Angleterre et la France, telle qu'elle est considérée par la masse des contemporains — comme un évènement heureux et désirable. Nous serions d'un avis tout-opposé, et nôtre raisonnement sur la conduite de la Russie n'en perdroit rien de sa force. Cependant nous ne terminerons pas cet écrit, sans avoir fait sur cette grande question

nôtre aveu bien clair et sincère. Nous croyons en effet, que dans l'état, où tout est réduit, un intervalle de paix maritime – si le Gouvernement Anglois peut l'obtenir sans compromettre les bases de son existence – seroit également avantageux à l'Angleterre et au Continent; et nous déplorons par conséquent, de bon coeur, la frénésie, qui a dicté ce Manifeste. Il y en a dans le petit nombre de ceux, dont nous respectons les principes et les lumières, qui en pensent autrement que nous sur cet article,

et qui ne verroient dans cette paix ma-
ritime que la consommation de la
ruine générale. Si nous pouvions
exposer ici les motifs particuliers
qui nous ont conduits à nôtre ma-
nière de voir, peut-être que d'accord
avec nous sur les bases du raison-
nement, ils en adopteroient aussi le
résultat; mais cet objet est trop
grand, pour être traité en forme
d'épisode. — Toutefois nous nous
garderons bien, de parler avec le
Cabinet de St. Petersbourg, des
"*bienfaits inappréciables*" de cette

paix ; dussent ils même, comme il ajoute sagement ; " s'étendre, *pour ainsi dire*, à toute la terre." Autrefois il pouvoit être permis de vanter les bienfaits de la paix. Mais il faut avoir l'esprit bien pauvre, et l'ame bien étroite et bien commune pour envisager la paix aujourd'hui, autrement que comme une ressource forcée, comme un palliatif amer, comme un point-de-repos indispensable pour se préparer à de nouveaux combats. Il n'y a plus de paix pour l'Europe, que celle

de l'esclavage et des tombeaux. Et celle-là même ne peut point être durable. Non! Non! la lâcheté criminelle, avec laquelle nous avons vu tomber dans l'espace de quelques années tout ce qui donnoit un prix à notre existence, ne sera pas expiée à si peu de frais. Les orages doivent succéder aux orages; les bouleversemens doivent appeler les bouleversemens; et le corps social, attaqué d'un désordre mor-tel doit être secoué et purifié jusqu'aux entrailles, avant que

la véritable paix, précédée, comme elle doit l'être toujours, d'un juste équilibre entre les forces, du courage et du pouvoir de résister à la tyrannie, de la justice, de l'ordre, et de la liberté publique, ramenera le bonheur sur la terre.

Supplément

Les observations précédentes avoient été écrites dans la première partie du Mois de Décembre. Ce n'est que cinq semaines plus tard, que l'auteur a lu la Déclaration de Sa Majesté Brittannique, en réponse au Manifeste de la Russie.

Cette pièce n'a pas besoin de nos éloges. Quelque soit l'ascendant

de la tyrannie, et la stupeur géné-
rale de l'Europe, il y reste, et il y
restera toujours un certain nombre
de personnes, que la solidité et la
force des argumens, la précision dans
la défense, la mesure dans la récrimina-
tion, la dignité de ton et de langage
que tout respire dans cette declaration,
attacheront de-nouveau à un gouverne-
ment, qui n'a jamais connu d'autre
guerre diplomatique, que celle d'opposer
la simple vérité au sophisme, à l'arti-
fice et à la calomnie, le calme aux
accens de la fureur, une noblesse, une

modération inaltérable aux invectives les plus sanglantes de l'ennemi.

Ceux qui après avoir lu cette déclaration voudroient encore s'occuper de nos remarques et les comparer à la réponse officielle, s'appercevront dans une quantité de passages, d'une analogie, ou - si nous ôsons nous servir de ce terme - d'une affinité assez frappante entre la marche de nôtre raisonnement, et celle que le Cabinet Brittannique a adoptée. Ce n'est pas par amour-propre, ou par présomption, que nous indiquons

un rapprochement aussi flatteur ; c'est parce qu'il nous paroît d'un bon augure pour la cause et pour le triomphe final de la vérité, que des observations rédigées à une grande distance de Londres, sur des données nécessairement imparfaites, et sans aucune espèce de communication et de concert, s'accordent d'une manière aussi exacte, quelquefois presque litérale, avec le texte d'un Manifeste solemnel, appuyé sur les bases les plus authentiques. — Nous ne citerons point en détail les différens

articles de la déclaration, où cette analogie d'argumens est le plus sensible; mais il nous paroît utile et essentiel de relever ici ceux qui confirment d'une manière positive les réponses plus ou moins conjecturales, par lesquelles nous avions provisoirement combattu quelques-uns des principaux chefs d'accusation.

Nous avions dit (Observ. V. p 47.) par rapport aux prétendues vexations exercées par l'Angleterre contre le commerce des Sujets Russes, "Que nous osions affirmer d'avance, que

lorsque ce grief seroit dument examiné, il se réduiroit à si peu-de-chose, que peut-être ses auteurs eux-mêmes auroient honte de l'avoir articulé." — Voici ce qu'en dit la déclaration: "La vexation du Commerce Russe par la Grande-Bretagne n'est guères qu'un reproche imaginaire. Aprés des recherches faites par ordre de Sa Majesté dans les archives de la cour de l'amirauté, on n'a pu découvrir qu'un seul exemple de condamnation d'un batiment véritablement Russe pendant le cours de la guerre actuelle; et ce batiment avoit porté

des munitions navales dans un port de l'ennemi commun. — Il existe peu d'exemples de batimens Russes détenus, et on ne voit dans aucun cas, que justice ait été refusée aux parties qui ont regulièrement réclamé contre une telle détention."

Nous avions dit (Obs. VI. p. 74.) "que, quand on connoitroit à fond l'histoire de cette médiation de la Russie, offerte à l'Angleterre après la paix de Tilsit — on verroit alors, si les propositions de l'Empereur auroient été traitées avec dédain, et repoussées sans modification." — La déclaration officielle confirme

nos pressentimens, et éclaircit cet objet de la manière la plus satisfaisante. En voici les termes: "<u>Sa Majesté n'a point refusé la médiation de l'Empereur de Russie</u>, quoique cette offre fut accompagnée de circonstances, qui auroient pu justifier son refus. Les articles du traité de Tilsit ne furent point communiqués à Sa Majesté, et particulièrement l'article en vertu duquel la médiation étoit proposée, et qui préscrivoit un tems limité pour le retour de la réponse de Sa Majesté à cette proposition; cependant cette

réponse ne fut pas un refus ; elle ne fut qu'une acceptation conditionelle. *) Les conditions requises par Sa Majesté furent – une exposition des bases sur lesquelles l'ennemi étoit disposé à traiter – et la communication des

---

*) Les feuilles publiques viennent de répandre la réponse de Mr. Canning aux premières ouvertures de la Russie concernant cette médiation. Les canaux par lesquels nous est venue cette pièce sont trop impurs, et elle a trop l'air d'être estropiée dans quelques parties essentielles, pour que nous pussions nous y fier absolument. Mais cela ne nous empêche pas de juger du fond de la chose; et celui-là est entièrement conforme au passage ci-dessus cité de la déclaration.

articles de la paix de Tilsit. La <u>première</u> de ces conditions étoit précisément la même, que l'Empereur de Russie, avoit à peine quatre mois auparavant jointe à sa propre acceptation de la médiation offerte par Sa Majesté l'Empereur d'Autriche. Sa Majesté avoit le droit d'exiger la <u>seconde</u>, en sa qualité d'Allié de Sa Majesté Impériale et il auroit été souverainement imprévoyant de l'omettre, lorsque le Roi étoit invité à confier à Sa Majesté Impériale le soin de son honneur et de ses intérêts" — Il n'est pas possible d'ajouter la moindre chose au poids de

cette explication ; et aprés avoir abjuré la bonne-foi, il faudroit encore abjurer le bon-sens, pour ne pas en reconnoître la force, la sagesse, et la justice. *"

Nous avons dit (observ. VII. p. 77) "qu'il étoit assez malheureux pour l'intérêt général

---

* Et cependant on a poussé l'effronterie jusqu'à dire dans le Moniteur en parlant de cette même explication "Le sophisme et l'hypocrisie augmentent encore le sentiment de dégout qu'on éprouve en lisant de telles absurdités." — Il n'y a qu'une réplique à un langage pareil ; c'est celle qui devroit retentir aujourd'hui dans tous les coins de l'Europe : "Quousque tandem, Catilina, abutere patientia nostra ?"

de l'Europe, que les Souverains du Con-
tinent eussent obligé le Gouvernement
Anglois d'appliquer à un objet particu-
lier (l'expédition contre Copenhague) les
forces rassemblées et organisées pour se-
conder des opérations communes." — Nous
avons dit et prouvé dans la suite de cette
même observation "que les conférences de
Tilsit avoient été le seul et unique mo-
tif de cette expédition" — La déclaration
du Roi d'Angleterre correspond exactement
à ces observations. "La démarche fatale
de l'Empereur — y est-il dit — est arrivée
au moment même" où Sa Majesté étoit

en effet préparée à employer pour le but commun de la guerre les forces qu'après la paix de Tilsit Elle s'est vue dans la nécessité d'employer pour déconcerter une combinaison dirigée contre ses propres intérêts et contre sa sureté immédiate."

— Et en parlant de l'affaire de Copenhague: "Ce n'est pas à ceux qui ont été parties aux arrangemens secrets de Tilsit de demander satisfaction pour une mesure à laquelle ces arrangemens ont donné lieu, et par laquelle un des objets de ces arrangemens a été heureusement déjoué."

Nous avons soutenu et prouvé (Obs. IX) "que la prétendue *inviolabilité de la Baltique* étoit une chimère." La déclaration du Roi soutient le même principe. Comme on ne peut pas tout dire dans une pièce pareille, nous croyons même que les argumens dont nous nous sommes servis, vont encore plus loin, que ceux de la déclaration, puisqu'ils tendent à prouver " que quand même le Gouvernement Anglois auroit voulu reconnoître cette prétention arbitraire, elle ne pourroit jamais s'appliquer à un état de choses amené

par des discussions directes entre l'Angle-
terre et l'une ou l'autre des puissances
de la Baltique elles mêmes."

Nous avons cru pouvoir avancer
hardiment (obs. X p. 162. sq.) "que les
ouvertures pacifiques adressées par l'An-
gleterre au Prince Royal du Dane-
marc n'ont pu être ni insidieuses, ni
outrageantes — et que ce ne seroit point
l'interêt réel du Danemarc qui en
auroit suggéré le refus." — La
déclaration de Sa Majesté Brittannique
nous fournit sur cet article des ren-
seignemens trop positifs, pour qu'il

soit possible d'en douter. Elle dit:
"Sa Majesté ne peut pas concevoir,
qu'en proposant au Prince Royal
des conditions de paix telles que la
guerre la plus heureuse de la part du
Danemarc pourroit à peine les lui
avoir fait obtenir, Sa Majesté s'ex-
posoit à l'imputation, soit d'exaspé-
rer le ressentiment, soit d'outrager
la dignité du Danemarc." *)

---

*) Dans une note, ajoutée à ce passage, le Moniteur va faire juger l'Europe, si ces conditions étoient en effet telles &c. &c. &c. et il dit: "L'Angleterre demandoit: 1. Que la marine Danoise

Enfin nous avons été persuadés" que, quelque fût la manière de voir ou de sentir de l'Empereur de Russie sur les événemens de Copenhague — tous les grands motifs réunis lui préscrivoient de ne pas refuser l'interposition de ses bons offices

---

restât en dépôt jusqu'à la paix. 2. Que le juste ressentiment de l'outrage (notez bien que c'est l'Angleterre, qui doit s'être exprimée ainsi!)" fit place à des sentimens d'amitié. 3. Que les armées Danoises prissent parti contre la France et fissent la guerre contre l'Angleterre." — Et après cela — les politesses d'usage! — On ne conçoit pas, comment ceux-même qui ne ménagent plus rien peuvent jusqu'à ce point braver le sens-commun et insulter à la crédulité publique. Un enfant doit

entre l'Angleterre et le Danemarc, lorsque le Ministère Anglois la lui demandoit" — et nous croyons avoir justifié cette opinion (Obs. X. p. 165. sq.) La déclaration de Sa Majesté Brittannique a traité ce point important avec une force et

---

s'appercevoir que si tant est, que l'Anglèterre ait proposé ces trois articles, ils ne contenoient que ce que l'on <u>demandoit</u> au Danemarc et pas un mot de ce qu'on auroit voulu lui <u>promettre</u>. Il est donc évident, et palpable, que les ouvertures du Gouvernement Anglois <u>ne pouvoient pas</u> se réduire à ces conditions, et qu'on se moque de l'Europe en lui offrant des fables pareilles.

une supériorité particulière. Voici dans quels termes elle en parle: "Tandis qu'on présente comme motif du juste ressentiment de Sa Majesté Impériale le refus de la médiation de l'Empereur de Russie <u>entre la Grande Bretagne et la France</u>, la demande que fait Sa Majesté de cette même médiation pour le rétablissement de la paix <u>entre la Grande Bretagne et le Danemarc</u>, est réprésentée comme une insulte, que les bornes de la modération de Sa Majesté Impériale ne lui permettent pas d'endurer." — Et pourtant "jusqu'à la publication de

la déclaration Russe, Sa Majesté n'avoit aucune raison de soupçonner, que, quelque put être l'opinion de l'Empereur de Russie sur les évènemens de Copenhague, elle put empêcher Sa Majesté Impériale de se charger à la demande de la Grande Bretagne, de ce même rôle de médiateur, qu'Elle remplissoit avec tant d'empressement en faveur de la France."— Certes il faut quelque-chose de plus qu'un mauvais dilemme du Moniteur pour battre-

-en-brèche des raisonnemens de cette nature. *,

---

*, On a cru s'être rendu bien formidable, en attaquant le Gouvernement Anglois par l'argument que voici; sur lequel on revient sans-cesse: "L'Angleterre vouloit que la Russie s'interposat entr'elle et le Danemarc; et cependant elle déclare, qu'elle n'a fait violence au Danemarc, que pour se garantir des engagemens secrets contractés à Tilsit par l'Empereur de Russie." — Il n'y a cependant rien de contradictoire dans cette conduite. "Sa Majesté n'ignoroit pas" — dit la déclaration Brittannique — la nature des engagemens auxquels la Russie a été forcée de souscrire à Tilsit; — — mais Elle espéroit que Sa Majesté Impériale, en

La conclusion de la réponse de Sa Majesté Brittannique contraste avec celle de la déclaration Russe d'une manière qui doit saisir tout_le_monde.

---

réfléchissant sur les effets que cette malheureuse négociation devoit produire pour les intérêts et la gloire de l'Empire Russe, chercheroit à se soustraire aux nouvelles liaisons qu'Elle avoit adoptées &c &c &c" — C'est sur cet espoir qu'étoient fondées les démarches que les Ministres Anglois firent auprès de l'Empereur de Russie jusqu'au moment de la rupture déclarée; et cet espoir ne sera jugé ni répréhensible, ni tout-à-fait chimérique par ceux qui connoissent les personnes au caractère desquelles il se rapportoit.

Pendant que le Cabinet de St. Peters-
bourg a entassé difficulté sur difficulté,
et attaché le rétablissement de la paix
aux conditions les plus extravagantes,
le Roi d'Angleterre déclare, que les
négociations de paix avec la Russie
ne seront ni difficiles ni compliquées,
et que tout ce qu'Il demandera à
cette puissance sera "de revenir aux
anciens sentimens d'amitié pour la
Grande Bretagne et à une juste con-
sidération de Ses propres intérêts." —
Au défaut de tout autre argument
ces lignes auroient suffi pour pulvériser

le Manifeste de la Russie.

* *

*

La déclaration du Roi d'Angle-terre nous a été gracieusement communiquée par la feuille offi-cielle du Gouvernement Français; perdue dans une grêle de philip-piques qui égalent ou surpassent en férocité tout ce que l'on connoit de plus révoltant dans ce genre. De-même, qu'en fait de calamités

physiques l'homme s'accoutume avec le tems aux fléaux les plus épouvantables de la nature, aux ouragans de la Zone torride, aux tremblemens de terre, à la peste, — l'habitude, l'impuissance de resister, le désespoir, le portent à se familiariser peu-à-peu avec les désordres les plus monstrueux dans le régime politique et moral. Lorsqu'après la clôture des scènes révolutionaires, et le rétablissement tant vanté d'un Gouvernement régulier en France, lorsqu'au moment même d'une prétendue

paix générale, on vit reparoître ces diatribes officielles (et plus qu'officielles, puisqu'elles sortent directement du Cabinet de l'homme tout-puissant) toute l'Europe recula d'effroi ; elle crut lire dans ces affreuses confidences l'avant-propos d'une nouvelle révolution sur un théatre plus vaste que celui de la première ; et en-effet elle ne s'étoit pas trompée. Mais à-mesure que tout ce qu'il y avoit de plus redoutable, s'est réalisé et consommé sous nos yeux, les déclamations

furibondes du Moniteur ont perdu une partie de leurs terreurs ; on ne les regarde aujourd'hui que comme une espèce de musique funéraire, accompagnant au tombeau les foibles restes de l'ancien système de l'Europe. Et depuis que le Continent est soumis, ce fameux instrument-de-colère ne s'exerce presque plus que contre le Gouvernement Anglois.

Combattre ces cruelles rapsodies avec les armes de l'analyse et du raisonnement, seroit une tentative déraisonnable. Comment <u>réfuter</u>

ce qui ne peut pas être discuté ? — Comment répondre à un délire perpétuel ?

Comment entrer en lice avec un homme, qui soutient dans des articles officiels : — " Que la campagne de 1805 étoit, en principe et en détail, l'ouvrage de la faction que le Gouvernement Anglois avoit à Vienne ; — Que c'est pour l'Angleterre et pour elle seule, que la Russie et l'Autriche ont fait la guerre ; — Que la Russie ne devoit rien à la Prusse, et que ce

n'étoit pas pour elle, qu'elle se porta sur la Vistule à la fin de 1806; — Que l'expédition d'Egypte n'avoit rien de commun avec la guerre contre les Turcs, dans laquelle l'Angleterre avoit engagé la Russie; — Que le plus grand combat naval n'équivaut pas à une escarmouche de terre, et que l'Angleterre ne rentrera dans l'estime de l'Europe, que quand elle se présentera en front de bandière avec 80,000 hommes; — Que le Cabinet de Londres avoit

insinué *' à la Prusse, que la France vouloit rendre le Hanovre au Roi d'Angleterre ; — Que le traité de Tilsit n'a pas fixé de tems pour l'évacuation des provinces Prussiennes ; *" — Que la France, si elle dominoit les mers, protégeroit même les propriétés appartenantes aux sujets de ses ennemis ; — Que pour preuve de l'esprit

*' Voyez les Pieces Officielles publiées à Londres sur la négociation de 1806.

*" Voyez l'article 28 du traité avec la Prusse, et la convention additionelle basée sur cet article.

de libéralité et de civilisation, qui règne en France, les Français, en traitant avec leurs ennemis, changent les gouvernemens coupables de s'être unis à l'Angleterre contre les intérêts du Continent; — Que les relations dans lesquelles la Russie se trouvait avec l'Angleterre ont ruiné l'industrie et le commerce de la Russie, et que leur traité de commerce équivaut pour cette dernière puissance au fléau d'une gélée perpétuelle; — Enfin, que cette même déclaration de l'Angleterre (qu'on n'osoit pourtant pas

cacher à l'Europe et que tout le monde va lire et juger) — traitit "la grossière insolence d'un club olygarque, qui ne respecte rien, et qui, au défaut de bonnes raisons, a recours à des imputations calomnieuses, et à des sarcasmes outrageans." — Pour ne pas accumuler les citations nous n'avons pris dans cette riche récolte que ce qui nous a frappé du premier abord.

Mais au milieu de ces extravagances, deux articles ou deux classes d'articles méritent une

attention particulière ; ceux qui ont pour but de nier les engagemens secrets de Tilsit ; et ceux qui traitent des droits maritimes.

1. Un voile épais couvre encore aux yeux du public une grande partie des transactions de Tilsit. Nous sommes hors d'état de déterminer par quelles voies, et jusqu'à quel point le Gouvernement Anglois est parvenu à percer ce voile. Mais nous n'avons pas besoin de le savoir, pour apprécier les assertions du Moniteur. Les termes dont il se

sert en parlant des engagemens secrets de Tilsit, sont pour nous une preuve tout-à-fait concluante, non seulement de l'existence de ces engagemens, mais aussi du droit de l'Angleterre d'en exiger la communication. Le Moniteur se dit autorisé à déclarer: "qu'il n'a été pris pendant les conférences de Tilsit, aucun engagement secret dont l'Angleterre puisse se plaindre et qui la concerne en aucune manière." Ce désaveu est répété trois ou quatre fois, mais toujours avec la même restriction, que rien

n'a été signé à Tilsit qui fut contraire à l'intérêt de l'Angleterre;
On voit bien, que le noeud de la question est absolument dans cette dernière clause. On ne nie pas les arrangemens secrets, on nie seulement qu'ils intéressoient l'Angleterre. — Or nous connoissons effectivement aujourd'hui un article de ces engagemens secrets; et cet article seul est plus que suffisant pour donner le démenti au Moniteur.
Cet article est la cession des Isles Iöniennes, dont les stipulations

patentes du traité de Tilsit ne parlent point, et qui vient d'être exécutée au grand scandale de l'Europe. Cet article intéresse-t-il l'Angleterre, ou ne l'intéresse-t-il pas? Le Gouvernement Français n'a plus le choix de la réponse. Pour soutenir sa thèse, il est forcé de dire, que cette cession opérée par un arrangement secret, ne fait rien aux intérêts de l'Angleterre. Mais une absurdité pareille, une-fois avancée, nous savons à quoi nous en tenir sur la nature de ces articles secrets. Si

l'occupation de Corfou &c. &c. par les Français n'est pas un acte qui concerne le Gouvernement Anglois, il est clair, qu'aucune stipulation quelconque, moindre que celle, dont l'invasion des Isles Brittanniques seroit l'objet direct et formel, ne sera du ressort de ce Gouvernement. Ainsi des arrangemens secrets sur le sort future de la Sicile, ou sur le démembrement de l'Empire Turc, ou sur une nouvelle réduction de la Prusse, ou sur la réunion des villes anséatiques avec la France, ou sur l'expulsion du

Roi de Suède de la Finlande, ou enfin (pour toucher le point critique) sur l'établissement d'une garnison Française à Copenhague — se trouveront d'après les principes de Bonaparte, au nombre de ceux que l'Angleterre doit respectueusement ignorer. Si tel est le sens de ces dénégations — et il est évident, qu'elles ne peuvent pas en avoir d'autres — la France et la Russie ont pu signer à Tilsit un ~~traité~~ secret, par lequel elles partageroient la totalité du Continent de l'Europe, et provisoirement

l'Asie et l'Afrique, et le Moniteur n'en prétendra pas moins, que le Gouvernement Anglois n'étoit point autorisé ni à se plaindre d'un arrangement pareil, ni même à en demander connoissance!

2. La manière dont on parle dans ces notes sur la question des *droits maritimes* doit avoir excessivement frappé ceux qui suivent avec attention la marche de ce grand démêlé. Voici les expressions remarquables de la note 17me et dernière : "*Les puissances du Continent* proclament de nouveau

avec l'Empereur de Russie, les principes de la neutralité armée; Vous Vous proclamez de nouveau les principes de Vos lois maritimes. Eh bien! Cette opposition de principes ne sera point un obstacle à la paix. Ils ne sont de part et d'autre d'aucun effet en tems de paix; ils ne trouvent leur application que quand Vous êtes en guerre avec une puissance maritime. — — Les circonstances où Vous Vous trouverez alors, décideront la conduite que Vous tiendrez.

— — Les puissances du Continent,

en proclamant de nouveau &c. &c. ne font autre chose qu'énoncer les maximes, qu'elles se proposent d'adopter dans la prochaine guerre maritime. —— Le Continent n'a aucun intérêt à exiger de Vous à cet égard ni des déclarations ni des renonciations; —— Vous n'en exigerez pas des puissance du Continent; il n'y a donc aucune question à discuter, aucune difficulté à resoudre; il n'y a donc rien qui puisse retarder d'un jour les bienfaits de la paix."

Nous nous empressons d'observer d'abord que cet article (quelques complimens d'étiquette pour l'Angleterre, que nous n'avons pas copiés, à-part) est non seulement l'unique de la collection qu'on lise avec un certain intérêt, mais encore la seule chose raisonnable, qui ait été publiée en France depuis longues années au-sujet de la législation maritime. Sans doute, que les principes et les prétentions, avancées de part et d'autre relativement aux droits du

pavillon neutre," n'ont aucun ef-" fet en tems de paix;" sans doute qu'un des obstacles majeurs à une négociation entre la France et l'Angleterre disparoît du moment que l'on se propose " de ne deman-" der ni déclaration, ni rénonciation" sur un point aussi difficile à regler. Il est vrai (comme nous l'avons remarqué dans nôtre **XVI.**me Observation p. 231. sq.) que ce point avoit été passé sous silence dans toutes les négociations entre les deux états qui ont eu lieu

depuis la révolution ; mais après les mesures violentes que nous avons vu prendre depuis six mois, après la déclaration de la Russie, et après le ton même de chacune des notes, qui précèdent cette singulière palinodie, nous n'étions certainement pas autorisés à nous attendre à des explications et à des insinuations qui, pour peu qu'elles soient sincères, doivent essentiellement faciliter la paix.

Mais que devient donc la liberté des mers ? Que devient " cette

cause sacrée," sous les drapeaux de laquelle on a enrôlé le Continent tout entier, dont le triomphe doit payer tant de sacrifices, et compenser tant de souffrances? — Elle n'est rien — ils en conviennent *enfin* eux mêmes — *elle n'est rien*, cette cause *en tems de paix*; jamais on n'a pu accuser l'Angleterre de s'être prévalu. alors de sa prépon„dérance navale contre la navigation ou le commerce d'aucun peuple de la terre; cette prétendue tyran„nie, qu'on lui reproche ne s'applique

qu'aux guerres maritimes ; elle ne consiste, elle n'a jamais consisté, que dans le maintien de quelques principes, établis pour limiter les avantages, toujours encore immenses de la neutralité. Aussitôt donc que l'on abandonne la question des limites du droit du pavillon neutre, aussi-tôt qu'on la lègue, telle qu'elle est " à la prochaine guerre maritime," qu'on renonce à toute rénonciation, qu'on déclare qu'il n'y a rien dans cette affaire " qui

puisse retarder d'un jour les bienfaits de la paix" — la soi-disante liberté des mers, qui n'a jamais été autre chose que cette question, est congédiée, expédiée, et enterrée; et les cents Millions de dupes du Continent (y compris les Philosophes et les Ministres) qui en attendoient le retour de l'age-d'or, en sont, comme de raison, pour tout ce qu'ils ont immolé à ce phantôme! — Et cependant la même feuille du Moniteur qui annonce cette résignation

mémorable, retentit encore des mêmes projets, des mêmes menaces, des mêmes engagemens magnifiques, dont le bruit nous assourdit depuis tant d'années. Voici entr'autres, comment il s'exprime: (note 9)

"Les Français ont *huit-cent-mille hommes* sur pied, et ils sont prêts à *doubler encore* leurs forces, si cela étoit nécessaire - - - - Ce *géant* ne posera pas les armes - *jusqu'à ce qu'il ait conquis la liberté des mers*, qui est son *premier droit*, et le

patrimoine de toutes les nations."

— Ainsi, quelque-chose qui arrive, on a eu soin de nous fournir d'avance, de quoi confondre le Gouvernement Français. S'il agit dans le sens de la note 9, c'est-à-dire, s'il prolonge la guerre pour conquérir la liberté des mers, nous lui opposons ses propres aveux; nous lui opposons ce qu'il vient de contribuer lui-même à une juste définition et estimation de ce grand objet de ses efforts. S'il agit dans le sens de la note 17,

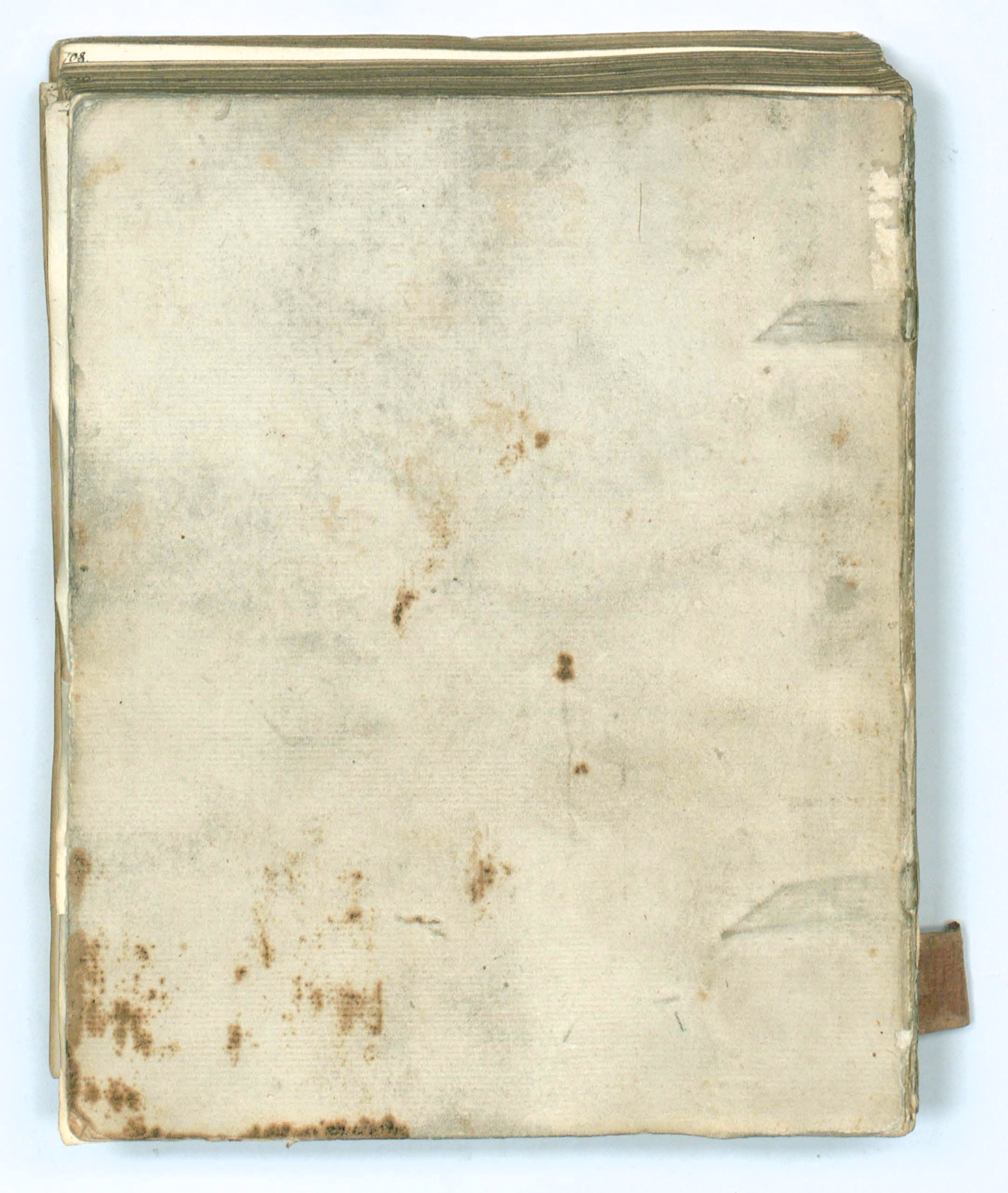
c'est-à-dire, s'il travaille à la paix en ajournant la liberté des mers nous lui rappelons cent volumes de fanfaronnades ; nous lui rappelons, avec bien plus de peine, tous les maux qu'il a fait souffrir à l'Europe sous l'infernal prétexte de cette liberté. — En attendant, nous ne craignons pas de dire, qu'une politique plus outrageusement arbitraire, inconséquente, contradictoire et frénétique, que celle qui se manifeste dans ces notes n'a jamais été exposée au

publie, et que, si après une telle leçon tous les yeux ne se rouvrent pas à la lumière, les ténèbres ne se dissiperont plus.

Si les dispositions pacifiques l'emportoient, si le systême de la Note 17, quelqu'étrange que soit son apparition subite, applanissoit les voies à une négociation, il est certain, que l'Europe se trouveroit délivrée d'une partie des funestes effets, que la déclaration Russe a du produire. Cependant nous n'aurions point à

nous rétracter sur ce que nous lui avons attribué à cet égard (Obs XVI. p. 231. seq.) La <u>Russie</u> en anullant ses traités avec l'Angleterre, et en réproduisant les principes de la Neutralité Armée, <u>a fait tout ce qui étoit en son pouvoir</u> pour rendre la paix impossible. Si le résultat en est moins affligeant, on le devra — à l'interposition de la <u>France</u>!! Déjà le Gouvernement Français, en prétendant <u>interprêter</u> les intentions du Cabinet de St. Petersbourg,

les désavoue d'une manière très-intelligible ! Déjà les Ministres de Russie reçoivent des mains du Moniteur des leçons de sagesse et de modération ! — Ce trait-là ne sera point oublié dans l'histoire de ce malheureux Manifeste !


708.